

CE n'est pas la simple ouverture d'une campagne municipale mais une véritable déclaration de guerre qu'a lancée Chirac, à Paris, le 23 janvier, devant des dizaines de milliers de ses partisans. Une guerre sainte contre les acquis sociaux, les nationalisations, pour la libre entreprise capitaliste.

Chirac voit plus loin que le scrutin municipal : il veut, pour les combats futurs, regrouper tous les revanchards du 10 mai et se présente d'ores et déjà comme candidat au pouvoir.

De retour des USA où il a multiplié, sans se préoccuper de la « tradition gaulliste », les déclarations atlantistes, il se présente comme le Reagan français et son programme se résume en un seul mot : une charge anti-ouvrière. Signe des temps, pour bien se faire comprendre, il fait place à quelques nazillons du PFN sur sa liste pour la mairie de Paris...

□

EN face, la gauche répugne à toute manifestation populaire. Pendant que Chirac se faisait acclamer en vomissant sa haine de la classe ouvrière, le PS réunissait « les acteurs du changement ». Sept chefs de gouvernement, des ministres qui ont durant quatre jours disserté loin des foules.

Tout ce beau monde s'était rassemblé pour écouter Mauroy expliquer : « Le premier obstacle au changement est d'ordre culturel. » D'ordre culturel... Et les travaux se finissent par une affirmation : gérer la crise, c'est la seule solution.

Pendant ce temps, sur Europe 1, Marchais lance des appels aux travailleurs qui sont insatisfaits du changement, tout en soutenant sans faille la politique du gouvernement qui engendre ce mécontentement. Blotti derrière Mitterrand, il approuve même le discours présidentiel fait en Allemagne fédérale, qui appuie l'installation des fusées Pershing US en Europe...

« Les acteurs du changement » — les OS de l'automobile par exemple, qui luttent depuis de longs jours — sont bien loin de ces discours.

□

PAR millions, les travailleurs veulent barrer la route à la droite. Ils ne sont pas prêts à accepter son retour. Mais ils cherchent vainement la moindre perspective venant du PS et du PC. Ces partis, non seulement refusent de les mobiliser, mais appliquent une politique qui s'en prend à leurs revendications élémentaires.

Barrer la route à Giscard ou à Chirac ne signifie pas pour les travailleurs approuver la gestion de l'austérité pratiquée par Mitterrand, Mauroy et Fiterman. Et comment le pourraient-ils, quand cette politique débouche tout droit sur le retour de la droite ?

Aux élections municipales, ces travailleurs auront, dans plusieurs dizaines de villes, le moyen de dire ce qu'ils veulent : un changement sans austérité, un changement qui satisfasse les principales revendications ouvrières. Ce moyen, c'est voter pour les listes soutenues par LO et la LCR.

MUNICIPALES

La voix des travailleurs
contre l'austérité

Soutenez les listes présentées par la LCR et LO



**Renault-Flins et Billancourt,
Chausson, Citroën-Levallois en lutte !**

6 mois, comme promis

A PRES — le succès de l'appel pour la réduction du service militaire à six mois comme promis lancé par des jeunes de Caen, ses initiateurs, inquiets des projets d'Hernu concernant le service militaire, ont décidé de poursuivre la bataille engagée. Lors de la conférence de presse qu'ils ont tenue le 11 janvier dernier, ils déclaraient : « L'an dernier, constatant le peu d'empressement du gouvernement à satisfaire une large aspiration de la jeunesse, nous étions à l'initiative d'une pétition reprise massivement en charge par des jeunes, lycéens, étudiants, chômeurs, ouvriers... Cette pétition, qui a recueilli plus de 100 000 signatures, attestant de l'écho qu'elle recevait, a largement fait parler d'elle. Que de fois le gouvernement ne nous a-t-il indirectement répondu, que de fois les principaux leaders des partis majoritaires ne nous ont-ils assuré qu'il ne s'agissait que d'une question de temps, que les engagements étaient pris pour sept

ment grave contre les jeunes et elle exige une riposte immédiate. Lors de la conférence de presse du 11 janvier, les jeunes ont décidé de s'adresser à l'ensemble de la jeunesse et de mobiliser partout pour mettre en échec les projets d'Hernu. Déjà, une pétition circule, réaffirmant leurs revendications : Contre le service à la carte ! Pour le respect de la promesse : réduction du service militaire à 6 mois pour tous ! libertés démocratiques dans les casernes.

Ils se sont constitués en collectif « qui a pour objet de centraliser les initiatives qui pourront être prises, de centraliser les pétitions que nous faisons circuler dès maintenant. Ce collectif s'intitulera "Collectif 6 mois pour tous" pour bien marquer son opposition au service militaire différencié avec temps long qui nous est proposé aujourd'hui ». Ce collectif a pour objectif : « Nous savons que la loi de programmation militaire doit être discutée à la session de printemps au Par-

fois de plus de satisfaire les généraux en ne répondant pas à la volonté exprimée par des milliers de jeunes, nous mettons nos forces dans la bataille. Nous sommes totalement opposés à ce projet : il permet de camoufler le chômage des jeunes en baissant les statistiques des ASSEDIC. Il divise les jeunes entre eux : effectivement, ce sont les jeunes les plus défavorisés, les plus touchés par le chômage, ceux qui ne bénéficient pas d'une formation professionnelle qui feront ces périodes de « volontariat », ce service long, puisqu'il est officieusement expliqué qu'il s'agit là en fait d'une formation militaire poussée qui équivaudrait à une formation professionnelle. Chacun sait qu'au service, les jeunes perdent plus de temps en défilés, en parades et en corvées qu'en formation militaire proprement dite. Il est donc totalement injustifié d'allonger le temps de service sous ce prétexte, d'autant plus qu'il est inadmissible que celle-ci puisse dépendre de l'armée et non



ans... A tel point que cette promesse est bien souvent devenue un symbole, un leit-motiv. A tel point que nous étions finalement reçus à l'Élysée, lors du dépôt des 100 000 signatures. »

Et il y a effectivement de quoi être inquiet. Les projets de C. Hernu, loin d'aller dans le sens de la volonté exprimée par les jeunes dans les lycées, les facs, les quartiers, les usines et les casernes puisque la pétition du collectif national de campagne des soldats a recueilli plus de 7 000 signatures, lui tournent le dos : il ne s'agit pas de réduire la durée du service militaire mais au contraire de proposer à tous les appelés un service long : 18, 24, ou même 36 mois. Force est de constater que Charles Hernu n'a même pas attendu le passage de la loi de programmation militaire au Parlement au printemps prochain pour mettre ses projets à exécution, puisque cette mesure concerne déjà, en 1983, 10 000 jeunes. La loi de programmation ne fera que l'étendre à 20 ou 30 000 jeunes de plus...

C'est une attaque extrême-

ment. D'ici là, nous avons fermement l'intention de faciliter et de favoriser l'expression de protestations massives, non seulement face au projet mais aussi pour la réduction pour tous du service militaire à 6 mois.

« Pour cela, nous rendons publique aujourd'hui une pétition nationale exprimant nos objectifs. Nous savons bien que la vie quotidienne en France va être polarisée par les élections municipales. Pourtant, il y a fort à parier que beaucoup d'efforts seront faits pour éluder cette question. D'autant que des milliers de jeunes concernés par ce projet n'ont pas encore l'âge de voter. Mais nous ferons ce qui est dans nos moyens pour nous adresser aux représentants des partis majoritaires à ces élections municipales. Il est dangereux pour l'avenir de ce pays qu'une réforme aussi importante soit adoptée dans le silence des partis, majoritaires au Parlement qui se prononcera. »

Nous avons été partie prenante de la campagne pour la réduction du service militaire à 6 mois. Alors qu'Hernu choisit

pas de l'Education nationale. Il s'agit là de renforcer l'encadrement des jeunes, de les embrigader un peu plus et personne ne reconnaîtra à l'encadrement militaire de grandes valeurs pédagogiques...

Enfin, nous sommes contre ce projet car ce volontariat permet l'utilisation des jeunes appelés pour remettre de l'ordre en Afrique, ou dans les TOM-DOM.

Nous sommes contre ce projet, nous sommes contre tout service à la carte, pour le service militaire à 6 mois pour tous. Nous sommes opposés à la politique militariste du gouvernement, car c'est une politique totalement réactionnaire qui ressemble fort à celle du gouvernement précédent. C'est pour cela que nous ferons tout pour faire connaître la pétition du Collectif 6 mois pour tous, pour qu'elle obtienne la signature de dizaines de milliers de jeunes dans toute la France.

Pour contacter le Collectif 6 mois pour tous : écrire à O. Lécour, 44, rue Patay 75013 Paris

PSU Les mystères de l'autogestion

La direction politique du PSU, réunie les 15 et 16 janvier, a majoritairement confirmé l'orientation du PSU pour les municipales.

Application : la direction politique a adopté une motion déclarant qu'elle n'est pas engagée par la présence de camarades du PSU sur la liste LCR-LO de Brest. Car « elle constate que cette liste ne rentre pas dans le cadre des orientations politiques du parti ».

Question : « Quelles sont ces orientations ? »

Réponse donnée dans la motion : « Nous sommes donc en faveur de la constitution de listes d'union dès le premier tour à partir du moment où les bases d'un accord peuvent être dégagées tant au plan national qu'en fonction des réalités locales (...) Dans le cas contraire, nous œuvrons à la présentation de listes autogestionnaires. »

Sans s'attarder à demander ce que sont les possibles « bases d'un accord », nous admirerons la logique imparable de l'argumentation : « La DP considère que tant le texte de l'accord que la direction de la liste et l'annonce par Alain Krivine et Arlette Laguiller de "la présence à Brest de camarades du PSU sur la liste LCR-LO" ne peut pas la faire assimiler à une liste autogestionnaire mais à une liste d'union d'extrême gauche. »

« Voici pourquoi votre fille est muette » : c'est une liste d'extrême gauche, donc ce ne saurait être une liste autogestionnaire.

A l'inverse, sans doute, d'une liste du PS et du PCF. Puisque, dans ce cas, les militants du PSU sont non seulement autorisés mais fermement invités à s'y rallier.

Le « soutien critique », cela veut-il dire le soutien à la gauche et la critique de l'extrême gauche ?

PRISONS Badinter utilise les méthodes de Peyrefitte

Comme nous l'annoncions dans notre dernier numéro, la révolte qui grondait dans les prisons a brutalement explosé. Après Fleury-Mérogis, le mouvement s'est étendu à Nîmes, Melun, Bastia, les Baumettes. Partout c'est le même cri qui s'élève, c'est la même aspiration qui se manifeste : les incarcérés veulent être reconnus comme des êtres humains. Ils demandent, en ce sens, la libéralisation de l'usage des parloirs (par la suppression de la vitre qui sépare le détenu de son visiteur), l'abolition de la censure, la reconnaissance de droits élémentaires (d'organisation, de lecture...), l'octroi d'une rémunération décente pour le travail fourni, etc.

Si le mouvement a si rapidement fait tache d'huile,



c'est que les réformes gouvernementales annoncées à plusieurs reprises n'ont jamais vu le jour. Le 13 décembre dernier, la chancellerie rendait publiques quelques timides modifications de la vie carcérale. Aun nombre des mesures prescrites — mais pas encore appliquées — une légère extension de l'utilisation du téléphone, la suppression de la tenue pénale, l'abolition de l'interdiction de fumer comme sanction disciplinaire...

On le voit, de telles dispositions sont bien loin de répondre à l'attente des prisonniers qui, après le 10 mai, ont commencé à s'organiser, à élaborer leurs cahiers de revendications. S'il en est ainsi, c'est que le pouvoir a cédé à la pression du « lobby pénitentiaire ». Celui-ci, qui repose sur l'administration des prisons et s'appuie sur les syndicats de gardiens (en dépit de leur affiliation aux trois grandes confédérations ouvrières), est le principal foyer de résistance au changement dans le système carcéral.

Devant le développement de la lutte des prisonniers, Robert Badinter, qui disposait pourtant d'une réputation de « libéral », n'a eu qu'une réponse : la répression. Aux Baumettes, les CRS réprimèrent brutalement les détenus qui manifestaient pacifiquement sur le toit. Bilan : plusieurs blessés sérieux. Dans la foulée tombèrent les sanctions : vingt-neuf « meneurs » de Fleury-Mérogis furent transférés de nuit, enchaînés, vers d'autres lieux de détention ; dans la maison d'arrêt voisine pour femmes, cinq détenues se sont vues retirer le droit au travail ; aux Baumettes, les réductions de peine ont été annulées.

Des méthodes que ne renierait pas Peyrefitte. « L'ordre sera maintenu », ont proclamé les autorités. Comme en écho, Jean-Pierre Martinez, secrétaire du syndicat FO des directeurs de prison — l'un des plus beaux fleurons du « lobby pénitentiaire » — félicitait la chancellerie : « Nous avons apprécié les premières mesures de fermeté prises par le directeur de l'administration pénitentiaire. Nous souhaitons l'aider à une reprise en main de ces désordres. »

ECOLE Rassemblement national du SNES (22-23 janvier) contre le projet Legrand et pour l'action

Dix mille participants selon le SNES, cinq mille d'après le

Monde : en tout cas, la participation fut massive. L'initiative du SNES a été saisie par nombre d'enseignants des CES et des lycées, comme l'occasion d'une action nationale réclamée depuis plusieurs mois par beaucoup d'entre eux. Ce n'est pas la grève, mais c'est mieux que rien...

Car l'ardoise s'allonge : projet Legrand pour les CES, concessions de Savary à la hiérarchie catholique et circulaires préparant une rentrée 1983 d'austérité ; la simultanéité de ces mesures a suscité une très forte réaction des enseignants.

Deux leçons ressortent clairement du rassemblement national du SNES.

La première est un net refus du projet Legrand, pas seulement en raison des provocations de Legrand sur le temps de service des enseignants, comme voudrait le faire croire le secrétaire général du SNES, mais c'est la logique même du projet, fondée sur l'adaptation décentralisée de chaque CES à la crise, que les enseignants rejettent. L'accueil réservé aux interventions ne laisse pas planer de doute sur ce point.

Et le Monde note : « C'est en criant "non au rapport Legrand", ou "renover les collèges, oui ; sur le dos des professeurs, non" que les participants ont défilé dans Paris. »

Le deuxième enseignement, c'est l'accumulation du ras-le-bol et la volonté d'agir pour imposer le changement. L'intervention du représentant de la FEN, lors du meeting précédant la manifestation, fut conclue par l'assistance unanime à scander « Action ! Action ! L'Humanité écrit : « De la grogne, un mécontentement contre le gouvernement se sont exprimés, notamment sur la question des moyens humains et matériels. » Mais, c'est pour ajouter aussitôt : « Certains semblent crispés, aidés en cela par les tendances gauchistes (FUO et Ecole émancipée). Les mesures prises depuis mai 1981 ? Connaît pas. Les objectifs gouvernementaux de bâtir une école selon les exigences de l'an 2000 ? Oubliés. »

Ces quelques lignes rendent compte de l'écoute rencontrée par les propositions de l'Ecole émancipée, (le FUO a brillé par son absence), tant pour l'action syndicale que sur les questions scolaires. La convergence de ses positions avec celles d'un nombre croissant de militants « Unité et action » (tendance majoritaire du SNES) trouvera-t-elle sa traduction dans la préparation du congrès national du SNES de fin mars ? La question est posée à chacun.

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE				Nom :
	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER	Prénom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F	Adresse :
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F			
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F			Formule choisie :
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F	Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie. Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Mauroy parle pédagogie, Chirac aligne ses troupes et prépare l'assaut

Depuis le 14 décembre, aux états généraux du CNPF, à Villepinte, le déluge des appels au droit d'exploiter les travailleurs sans vergogne tient pour la droite le premier rôle dans la bataille des idées. Ils appellent ça liberté... comme Chirac ce week-end.

« Nous sommes une armée de conquérants », disait Gattaz à ses congénères, chefs d'entreprise. Les lieutenants politiques de l'armée du capital ne se font pas répéter deux fois la consigne : ils occupent le terrain. Giscard, Barre, Chirac, Peyrefitte font la course pour mériter le titre du meilleur général et s'unissent pour attaquer l'ennemi commun : les travailleurs.

Question troupes, Chirac a toujours la meilleure machine : mobilisations par dizaines de milliers au grand jour ; comme organisation solide à l'ombre : ex-SAC et autres CDR...

Giscard et Barre étaient apparus comme des commentateurs, pleins d'idées certes, mais Chirac étale en même temps les idées et les troupes.

Contre les travailleurs et ceux qu'ils ont élus en mai et juin, il prépare l'affrontement de haut : « La

date du 23 janvier doit être une nouvelle étape importante dans l'histoire de notre tradition républicaine », ni plus, ni moins ! Il n'a rien dit des municipales, ce week-end : c'est pour lui réglé, ses troupes sont prêtes ! Il n'a pas parlé « législatives anticipées », il a simplement lancé le programme d'un changement de majorité trois ans avant l'échéance électorale !

Audace démesurée ? Non ! La droite mesure la défense de l'adversaire. Pendant que Chirac haranguait ses troupes, l'état-major de la majorité du 10 mai pérorait sur « les acteurs du changement », soigneusement à l'écart de ceux qui l'ont élue : la masse des travailleurs ! La droite estime la capacité des directions des organisations ouvrières à la mobilisation : nulle ! La politique de la majorité démobilise ceux qui l'ont élue, elle préfère les cadeaux permanents aux patrons, à la satisfaction des revendications ouvrières.

C'est la politique de la gauche qui nourrit les audaces de la droite.



CHIRAC, c'est droit au but. Le « plan de redressement » adopté ce week-end est un plan d'offensive généralisée contre tous les acquis des travailleurs, depuis des décennies.

« Et nous irons très loin », dit-il, parlant des nationalisations, l'épine dans la gorge des patrons : « Les groupes que le capitalisme d'Etat s'est constitué au fil des ans — en 1981, mais aussi dans un passé plus lointain — devront être transférés à la nation et remis en situation de concurrence. »

Tout dénationaliser

Et très vite « transfert immédiat du capital des entreprises étatisées à une institution financière indépendante... »

« Il faut libérer les forces de production en contraignant l'Etat à regagner sa place. (...) Les impôts anti-économiques qui frappent l'outil de travail, qu'il s'agisse de l'impôt sur les

grandes fortunes, de l'absurde taxe professionnelle ou de la kafkaïenne taxation des plus-values, devront être abrogés. Les diminutions fiscales devront être naturellement gagées par des économies correspondantes sur le train de vie de l'Etat. »

Le capitalisme sauvage, sans fard !

En s'attaquant de front à tout ce qui peut ressortir des budgets sociaux, des conditions de vie et de travail du secteur public...

« Si nous ne parvenons pas à ramener en quelques années le total des prélèvements obligatoires au-dessous de la part des 40 % du produit national, notre industrie continuera de ressembler, sur le ring de la concurrence mondiale, à un lutteur traînant un boulet à chaque pied. »

Alors, pour libérer le lutteur, frappons les travailleurs ! « Stabiliser les effectifs de la fonction publique, puis revenir au niveau de 1972. (...) proportionner en cours d'année le niveau des prestations versées à celui des recettes... Limiter la protection sociale par prélèvements obligatoires pour favoriser le recours à la protection

personnelle volontaire, aux mutuelles complémentaires et aux assurances privées... » « Révision du barème de l'impôt sur les revenus pour ne pas pénaliser l'esprit d'initiative et de création... » « Les salaires devront être bien entendu liés aux performances économiques. »

Toute liberté d'exploitation

C'est un étalage complet, en soixante propositions, qu'a fait en plus d'une heure Chirac. Une déclaration de guerre à la classe ouvrière.

Il faut « inscrire dans nos institutions la règle fondamentale du pluralisme de l'enseignement et du libre choix de l'école. Restaurer la neutralité de l'enseignement et des manuels scolaires... » : le versement des crédits publics à l'école privée, la chasse aux sorcières et aux livres « imprégnés par le marxisme », à l'école laïque... en langage courant.

« Les libertés ne sont pas aujourd'hui en France une plante

vivace : elles reculent d'abord chez nous et de notre fait. Depuis le mois de mai 1981, le processus s'est dangereusement accéléré. » Il s'inquiète, Chirac ! Un exemple de remède simple : « Garantir la liberté du travail en révisant dans les lois Auroux, ce qui privilégie les appareils syndicaux. » Laisser la place aux appareils patronaux, c'est plus simple !

« Union » dit Chirac : « Union pour gagner les municipales qui doivent retentir comme un avertissement solennel au gouvernement. (...) Mais un vote d'avertissement ne suffirait pas. Il faut que ce soit aussi un vote d'espoir. C'est-à-dire l'affirmation d'une volonté d'union de tous les Français au-delà même des échéances électorales immédiates. »

Et la bataille est préparée : « Les dix années qui viennent ne

seront pas faciles... »

« Personnage surprenant, monsieur Chirac change de style, mais pas de politique et de discours... il y a une incohérence, une inconsistance sur le plan de sa politique... » C'est le seul commentaire de Pierre Mauroy le soir du discours de Chirac. On se pince, il y a de quoi rêver !

« Incohérence, inconsistance politique ? », au moment où l'un des chefs de la droite lance l'attaque la plus virulente qu'il puisse se permettre contre les travailleurs et la majorité qu'ils ont élue.

C'est de cette « incohérence » là d'une majorité qui fait le « gros dos » sous les menaces, que doit sourire Chirac en affûtant ses prochains discours et coups bas.

Cette « inconsistance » lui facilite la tâche : préparer la revanche.

Michel Morel

De mauvaise odeur...

DANS sa volonté de souder sa base électorale, le mouvement de Chirac s'efforce de ratisser large. A droite, cela va sans dire. Il n'hésite pas pour cela à chevaucher le racisme larvé des couches les plus réactionnaires de la société.

Le meilleur exemple de cette tactique est fourni par Alain Juppé, l'auteur du programme « économique » du RPR et le challenger de Lionel Jospin dans le 18^e arrondissement de Paris. Il écrit dans l'« Espoir 18^e », sa feuille électorale : « Dans certains quartiers de nos grandes villes, à Paris notamment et dans le 18^e arrondissement tout spécialement, la densité d'étrangers par rapport à la population française est trop importante et nous conduit tout droit à des affrontements de caractère raciste. Le lien de plus en plus évident entre l'immigration clandestine, d'une part, la délinquance et la criminalité, d'autre part, ne fait qu'aggraver les tensions. »

« Il faut donc instaurer d'urgence une nouvelle pratique face à l'immigration : arrêter les entrées d'étrangers en renforçant la police de l'air et des frontières, ne plus tolérer sur notre territoire ceux qui

bafoient ouvertement les lois. »

Xénophobe Juppé ? Pensez-vous ! Simplement, il s'inquiète de l'avenir de la race blanche face à la montée en puissance des métèques de tout poil. « J'assistais, il y a quelques jours, à un débat animé par le grand démographe Alfred Sauvy, précise-t-il. Celui-ci nous expliquait que compte tenu de la chute de la natalité chez les peuples européens et, au contraire, du très fort accroissement démographique des pays sous-développés, nous allons être confrontés, au cours des prochaines années, à une fantastique pression, comme les Etats-Unis le sont dès aujourd'hui du fait des Mexicains. Sait-on que les pays du Maghreb, par exemple, compteront, à la fin du siècle, cent millions d'habitants ? »

Avec un tel programme, il n'y avait aucune raison que le maire de Paris n'inclue pas sur ses listes des représentants de l'extrême droite. Dix nazillons du Parti des forces nouvelles (PFN) seront donc candidats au titre d'Union pour Paris. Gageons qu'ils n'auront aucune difficulté pour développer les thèmes électoraux du RPR.

C. P.



4 MARS

A la veille
du 1^{er} tour

**GRAND
RASSEMBLEMENT
UNITAIRE**

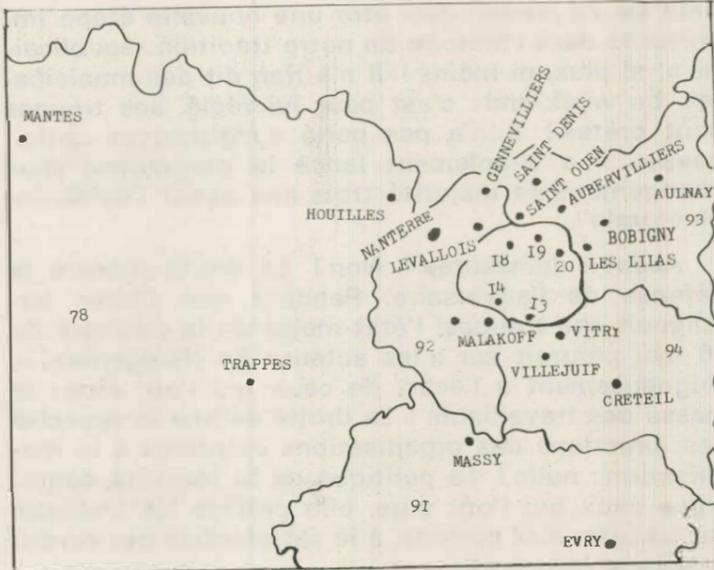
organisé
par la LCR et
Lutte ouvrière
avec

Ariette Lagullier

Alain Krivine

Square
de la porte de
Choisy
(Paris XIII^e)

Les listes sur la région parisienne



Alès, Nîmes...

LA plupart des meetings se sont tenus jusqu'à présent dans des villes moyennes : Alès, Nîmes, Alençon, Evry... et se situent partout en début de campagne des différentes forces politiques.

Assistance nombreuse, débats approfondis et très suivis, présence de militants d'autres organisations ouvrières, inscription dans les comités de soutien aux listes sont les caractéristiques communes dans presque tous les cas.

La presse locale, les radios libres, la télévision régionale s'en font largement l'écho.

« L'abstention ne donnerait-elle pas un sérieux avertissement au gouvernement ? » Cette tentation est souvent présente, comme à Nîmes où ce débat s'est tenu devant quatre-vingts personnes, entre certains participants et Alain Krivine expliquant : « On ne peut avoir la moindre responsabilité dans une éventuelle victoire de la droite. »

Mais les débats ouverts après l'intervention de Krivine vont bien au-delà des perspectives municipales, électorales. « J'étais au PC, conseiller municipal, j'ai démissionné. Pour toi, Krivine, que signifie la démocratie, avez-vous un modèle ? », demandait un participant à Nîmes. « Le socialisme d'accord, mais le problème c'est d'avoir une référence. En général, les "modèles" se cassent la gueule au bout de deux ou trois ans... Alors ? », remarquait un auditeur à Alençon.

La question du socialisme, de la démocratie ouvrière, de la Pologne évidemment, est attentivement discutée dans les meetings préparant les municipales.

Mais, bien sûr, le point le plus débattu est la situation politique actuelle, à travers de multiples exemples de luttes contre l'austérité.

« J'ai été licencié de chez Carrier (métallurgie) il y a un an, pour fait

de grève, occupation... Je passe en correctionnelle la semaine prochaine. Les partis de gauche, les syndicats, ne font rien, c'est une espèce d'anesthésie générale. Et, plus ! Le gouvernement donne 175 millions à Carrier en 1982, 180 millions en 1983, au moment où l'entreprise licencie quatre-vingt-dix personnes en 1982, et trente en 1983. Il faut lutter contre cette anesthésie-là », disait un militant ouvrier d'Alençon.

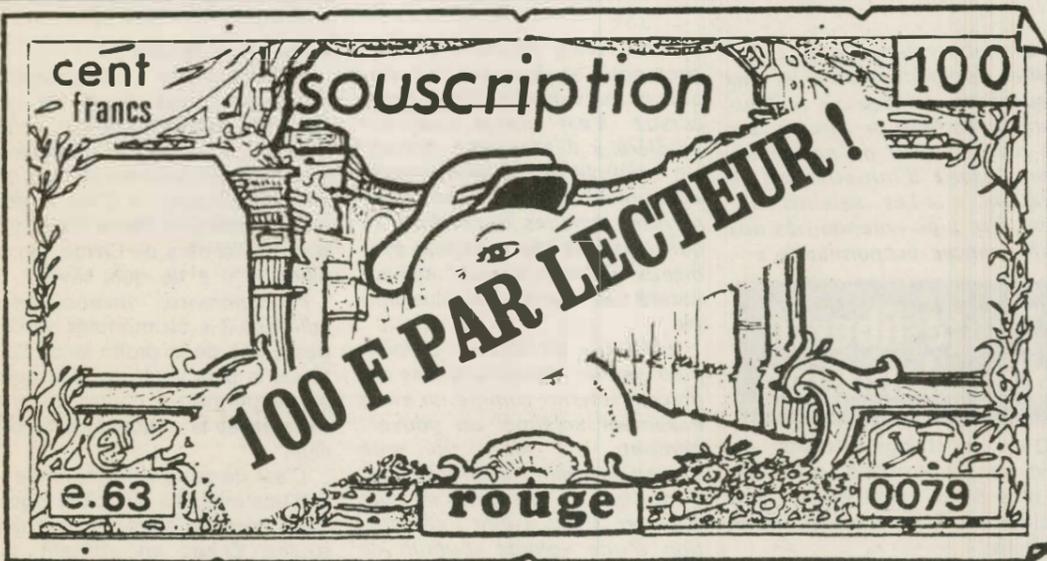
**Des débats
et des contacts...**

Au meeting d'Alès, cent participants. C'est avec des travailleurs de l'hôpital, des mines et de différentes entreprises du bassin minier que s'est tenu le débat sur la politique actuelle de la majorité, ses conséquences pour les travailleurs, les propositions de la LCR pour une politique au service des travailleurs. A la fin du meeting, des mineurs des Cévennes ont pris contact avec Krivine pour qu'il vienne tenir une réunion dans leur ville où la LCR n'est pas encore implantée.

Les meetings se concluent par des inscriptions aux comités de soutien, comme à Evry (70 participants) où cinq personnes qui n'avaient pas encore milité avec la LCR se sont inscrites au comité de soutien. Des collectes aussi : 650 F à Nîmes, 700 F à Alès...

Les meetings se terminent toujours tard, prolongés par des discussions autour d'un pot. C'est un avantage des villes moyennes, lorsque l'assistance ne dépasse pas la centaine, d'offrir des possibilités de débats ouverts... et fructueux pour l'avenir. Car une question sous-jacente se retrouve dans la plupart des cas : « Pourrait-on construire un parti qui soit une alternative crédible, aujourd'hui, face au PC et au PS ? »

M. M.



Nous en sommes à 250 000 F : la liste de cette semaine sera publiée dans le prochain journal. Il nous manque 750 000 F. 750 000 F, c'est moins de 100 F par lecteur ou lectrice de « Rouge ».

Dans les deux semaines qui viennent, tous nos camarades, toutes les cellules, tous les lecteurs et lectrices, tous les membres des comités de soutien doivent se lancer dans la bataille. C'est une tâche ingrate, aussi faut-il commencer par celle-là, et si tout le monde s'y met, c'est plus facile pour tous et toutes !

C'est possible. Déjà, des villes moyennes ont réuni les 10 000 F nécessaires à l'impression des bulletins, affiches et profession de foi. En une soirée, le comité de soutien de Pontoise (95) a collecté en son sein près de 8 000 F.

Il n'y a plus une minute à perdre. D'ici à la mi-février, c'est 7 500 chèques de 100 francs qui doivent parvenir à Montreuil. Tous ceux et celles qui croient en notre combat malgré nos faibles forces comprendront que le temps presse !

- Je souhaite m'associer à la campagne municipales
- Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire
- Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne
- je verse F
- je verserai F par mois (chèque à l'ordre de la LCR)

A retourner à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

NOM

Prénom

Profession

Adresse

MEETINGS

JANVIER

Vendredi 28, Orléans
Vendredi 28, Evreux
(avec un membre du BP)
Lundi 31, Argenteuil
(Salle Saint-Just, ZUP,
à côté du centre
Leclerc)

FEVRIER

Mardi 1^{er}, Poitiers
Mercredi 2, Le Havre
Jeudi 3, Nancy
Vendredi 4, Strasbourg
Lundi 7, Agen
Mardi 8, Pau
Mercredi 9, Bordeaux
Jeudi 11, Lille

A Caen

A Caen et à Hérouville (banlieue caennaise), deux listes unitaires : « Changer vraiment maintenant. » La presse locale, *Ouest-France*, explique que ces listes pourront être soutenues « par toutes celles et tous ceux qui se reconnaîtront dans leurs axes et buts politiques suivants :

— rompre avec les logiques de l'économie capitaliste et la politique d'austérité qui l'accompagne et avec le maintien d'une société où les rapports de pouvoir et d'exploitation restent toujours aussi forts ;
— montrer à la gauche au pouvoir qu'elle doit compter avec cette volonté de changement réel ;
— assurer la défaite de la droite. »

Les premières organisations qui ont soutenu ces listes sont la LCR et « Débattre, unir, lutter pour le socialisme », qui est un groupe local rassemblant, entre

autres, des militants syndicalistes.

Le PSU a finalement apporté son soutien à ces listes en expliquant : « Sur Caen, malgré certaines pratiques sectaires, et bien que nous soyons loin d'être d'accord sur tout, le PSU participera dans la mesure où cela sera possible à la liste "Changer vraiment maintenant". Sur d'autres communes de l'agglomération caennaise, le PSU participera, comme à Cormelles, à des listes avec les partis de la gauche traditionnelle. Cette participation sur des listes des partis de la majorité gouvernementale ne signifiant pas une approbation de la politique du gouvernement, mais une volonté de combattre la droite. »

La LCR a organisé un meeting qui a regroupé deux cents personnes, le vendredi 21 janvier.

Alençon, la « troisième liste »

ALENÇON, 30 000 habitants. Il y aura trois listes aux municipales. La droite, l'Union de la gauche et une liste unitaire soutenue par la LCR et Lutte ouvrière.

La section d'Alençon de la LCR compte une dizaine de militants, et il fallait trente-neuf noms pour présenter une liste. Depuis plusieurs mois, ils ont donc travaillé à rassembler : pour empêcher le retour de la droite, dénoncer la politique actuelle du PS et du PCF qui « baissent les bras devant le sabotage des forces de l'argent... », proposer des alternatives locales dans le cadre d'une politique nationale au service des besoins et aspirations des travailleurs.

Jeudi 20 janvier, à la fin du meeting Krivine, venu présenter les positions de la LCR et soutenir la liste, le 39^e nom était trouvé.

La liste ouverte à tous ceux qui se réclament de « l'autogestion, du féminisme, de l'écologie, et de la solidarité internationale avec les peuples opprimés » est pour tous la « troisième liste » à Alençon.

Est-ce un « pavé dans la mare » de la municipalité de gauche, qui risque de faire passer la droite ? « C'est faux », répond Joseph Monteil, tête de liste, responsable local de la LCR : « Il s'agit là d'un faux procès et d'un chantage antidémocratique. L'objectif prioritaire de notre candidature demeure la mobilisation de toutes les forces de la gauche contre la droite, du maximum d'électeurs de gauche, afin d'éviter l'abstentionnisme fatal des dernières cantonales qui a fait passer la droite. »

« Pour la première fois de ma vie, je n'irai pas voter. Je ne suis pas inscrit sur les listes électorales à Alençon, sinon je voterai pour la liste d'extrême gauche, que je soutiens », dira un travailleur de chez Carrier (métallurgie), licencié depuis un an, au cours du meeting de Krivine.

Les membres de la liste et ceux qui la soutiennent se réunissent régulièrement en assemblée générale, pour mener la campagne. Ils rédigent une brochure qui sera tirée à plusieurs milliers d'exemplaires et diffusée dans les usines et les quartiers.

« La presse nous accorde une place dérisoire. Nous voulons parler comme les autres listes, parce que nous avons, nous, des propositions sérieuses à faire. Bien plus que Crespy, la tête de liste de droite, qui, lui, n'a rien à dire et occupe les colonnes des journaux. »

Un face à face gauche/droite ?

Affaire de sous ! Le RPR départemental vient de sortir un journal périodique diffusé dans toutes les boîtes à lettres de l'agglomération, subventionné par la publicité de commerçants locaux. « Nous appelons tous les travailleurs d'Alençon à lire attentivement ce journal pour avoir une idée précise de ce que prépare la droite contre eux si elle redevenait majoritaire à la municipalité. Et puis, un conseil : boycottez les commerçants qui payent les messages

du RPR », dira Joseph Monteil.

Depuis l'annonce de la présence d'une troisième liste, les partis qui soutiennent la liste d'Union de la gauche, PC, PS, PSU, se sont réveillés, accordant des interviews alors qu'ils s'étaient tus jusqu'à présent.

« C'est une bonne chose pour la démocratie, mais ils ne répondent pas aux questions que nous posons, et que bien des électeurs qui les ont élus se posent, comme nous. »

« Un face à face est prévu entre les deux listes, la municipalité sortante et la droite, le vendredi soir avant les élections. Nous tenons particulièrement à ce que notre liste y participe comme les autres. Sinon, nous y serons présents de toute façon », conclut Joseph Monteil.

Les forces militantes qui participent à la liste ou la soutiennent

sont importantes, plus que d'habitude, sur la ville, facilitant les tâches élémentaires de toute liste en campagne : collages d'affiches, distributions de tracts, etc.

« C'est très encourageant pour nous d'avoir pu mettre sur pied cette liste unitaire avec des militants qui menaient jusqu'ici

des luttes différentes ou séparées des nôtres », ajoute une camarade de la LCR. « Les longues discussions qui ont abouti à l'accord sur le programme de la liste et à ses références nationales, nous ont permis de constater, avec eux, que sur l'essentiel, dans la situation politique d'aujourd'hui, nous étions d'accord. »

M. M.

« L'extrême gauche veut-elle faire le jeu de la droite locale ? »

L'EXTRÊME gauche veut-elle faire le jeu de la droite locale ? », c'est le titre d'un article de la Voix Nouvelle du 21 janvier, journal du PCF de Levallois (92). La question mérite que l'on s'y arrête.

« Dans un tract distribué ce week-end, la LCR appelle à la fois à faire échec à l'offensive de la droite... et annonce une liste d'extrême gauche à Levallois aux prochaines municipales... La LCR est bien entendu libre de ne pas approuver et sévèrement critiquer la politique gouvernementale. De là à venir faire campagne à Levallois pour critiquer "de gauche", l'action gouvernementale (le RPR le faisant lui de droite) ne peut conduire qu'à démobiliser une frange de l'électorat de gauche et prendre à la liste d'Union démocratique des voix le 6 mars prochain (...) Ne biaisons pas : cette initiative politique — si elle devait se confirmer — ne pourrait que faire le jeu de la droite et son porte-drapeau, l'ultra réactionnaire Balkany... Tout faire pour barrer la route à la droite, notamment à Levallois... comme l'annoncent la LCR et LO, devrait contraindre l'extrême gauche à revoir ses intentions sous peine d'objectivement servir la droite... »

Sous une forme ou une autre, cette question est souvent abordée au cours de notre campagne. Les listes LCR-LO affaiblissent-elles la gauche face à la droite ? Non ! Et si le ton de l'article du PCF est courtis, l'argumentation n'en est pas moins fautive.

La présentation de listes d'extrême gauche aura même l'effet

inverse de celui que craint le journaliste de la Voix Nouvelle. Les listes LCR-LO amèneront des électeurs à voter, qui se seraient abstenus en leur absence. Elles augmenteront d'autant le score de la gauche face à la droite, diminuant l'abstention à son profit.

Et même si des électeurs traditionnels du PS ou du PCF choisissent de voter pour nos listes, cela ne donnera aucune voix supplémentaire à la droite. Mathématique !

Cela renforcera les révolution-

naires dans le mouvement ouvrier, certes. C'est la rançon de la politique actuelle de la majorité. Et cela, au passage, inquiétera d'autant la droite et les patrons.

Oui, présenter des listes LCR-LO, c'est bien « tout faire pour battre la droite ». Même si le débat qu'elles portent dérange. Mais comme le reconnaît la Voix nouvelle : Nous sommes libres « de ne pas approuver et sévèrement critiquer la politique gouvernementale ».

M. M.



Nîmes, la banderoie annonçant le meeting Krivine, en bonne place, centre ville, avec l'accord de la mairie PCF...



Trois raisons de voter pour les listes L.C.R-L.O.

BARRER LA ROUTE A LA DROITE

Oui, la droite menace, mobilise, occupe la rue. Mais qu'ont fait le PS et le PC contre elle depuis des mois ? Rien, pas une mobilisation pour s'opposer aux provocations du SNPMI, au rassemblement du CNPF, aux manifestations de rue de la droite ou des professions libérales. Ils ont renoncé à la mobilisation ouvrière pour s'abriter derrière le rempart des institutions gaullistes de la V^e République.

Maintenant, la gauche au pouvoir a peur que les travailleurs lui présentent la note à payer des combats non livrés. Car beaucoup savent qu'on ne bat pas la droite seulement par un grand soir électoral. Battre la droite, c'est décisif, mais on ne peut sur ce plan faire confiance à ceux qui ne l'ont pas combattue depuis des mois, et qui se réveillent la veille du scrutin.

Raison de plus pour voter pour les listes LCR, LO.

NON A L'AUSTERITE DE GAUCHE

L'expérience est faite : la majorité présidentielle née du 10 mai a utilisé son pouvoir pour mener une politique d'austérité. La crise économique, PS et PC l'ont abordée comme si elle était un mal commun aux patrons et aux travailleurs, comme s'il fallait soigner les patrons pour guérir les travailleurs. Et ils ont administré au patronat des cadeaux somptueux, en réduisant les acquis sociaux et le pouvoir d'achat pour les travailleurs. Tout en défendant cette politique, en la présentant comme positive, PS et PC luttent contre le mécontentement. Mais c'est leur politique qui l'a engendré, ce rejet. Ainsi il faudrait voter au premier tour pour les listes d'Union de la gauche, tout en condamnant leur politique ? Au nom de quoi ? Ils ont gouverné en cédant aux pressions patronales, ils ont usé de leur pouvoir contre les intérêts ouvriers. Qu'ont-ils fait de l'UNEDIC, du pouvoir d'achat, du SMIC, de la Sécurité sociale ? Là encore, la note est à payer, et les listes LCR, LO la présentent. Mais il ne s'agit pas seulement de sanctionner.

IL FAUT UNE AUTRE POLITIQUE

Les vingt derniers mois l'ont montré : en acceptant la logique capitaliste, on ne peut que faire la politique des patrons. C'est pourquoi il faut casser le cercle vicieux dans lequel PS et PC veulent nous enfermer. Sortir de la crise, c'est prendre en compte les intérêts des travailleurs comme seul objectif politique, et cela suppose en permanence combattre les intérêts capitalistes, les empêcher de nuire. Il n'y a pas de rêve possible, en période de crise. Ou c'est le chômage et le renforcement de l'exploitation, ou c'est la rupture avec cette classe capitaliste qui impose aux travailleurs ses normes comme si elles étaient naturelles.

Non, il n'est pas normal qu'un petit nombre de patrons aient le droit de licencier, de fermer les entreprises, parce que ça ne leur rapporte plus.

Non, il n'est pas normal que les grosses firmes imposent leur prix, pesant ainsi comme elles le veulent sur les salaires et le pouvoir d'achat.

Tant que ces capitalistes auront une parcelle de pouvoir, et aujourd'hui ils règnent en maîtres, ils se battront pour leurs intérêts, contre les nôtres. Il n'y a pas d'alliance possible avec ceux qui ont le pouvoir monarchique de priver un ouvrier de son travail.

PS et PC embouchent les trompettes de l'intérêt national, du produisons français, prônant l'alliance avec le patronat au nom de la crise des capitalistes, la LCR et LO, eux, disent dans ces élections comme à l'entreprise que sortir de la crise, cela passe par un combat sans compromis avec les fauteurs de crise, les patrons.

Jean Lantier.

APPEL DE ROUEN

Délégation à l'Assemblée :
Qui sont les « vrais acteurs » du changement ?

SAMEDI 22 janvier, la délégation des signataires de l'appel de Rouen avait rendez-vous devant l'Assemblée nationale pour remettre les pétitions signées aux groupes parlementaires du PS et du PCF.

Ils étaient venus nombreux, de Lille, Lyon, Orléans, Le Mans, Perpignan, Alençon, Beauvais, de Paris et de la région parisienne... une trentaine de Rouen (de Renault, de la SNCF, de l'hôpital psychiatrique, des PTT)...

Les groupes parlementaires sollicités à l'avance avaient fait longtemps la sourde oreille. « Nous ne pouvons vous recevoir, l'Assem-

blée nationale est en vacances. » C'était le prétexte officiel du PS et du PCF. Mais l'obstination a payé. Ils ont été finalement reçus plus d'une heure et demie par un représentant du groupe parlementaire du PS.

Un cordon de CRS, « retenait » le reste de la délégation à une centaine de mètres de l'entrée de l'Assemblée nationale. Symbole ? A deux pas de là se tenaient les « rencontres des acteurs du changement », chronique ennuyeuse et officielle du « changement introuvable », protégé par d'autres uniformes bleu marine. Ils garantissaient de tout contact le colloque des élus de mai et juin, des exigences portées par 40 000 si-

gnataires, leurs électeurs. Une image et un programme.

Après son entrevue avec le représentant du groupe parlementaire PS, la délégation tenait réunion pour rendre compte et faire un premier bilan, des réponses qu'elle avaient reçues.

« Il faut tenir compte de la crise, nous faisons ce que nous pouvons. Il faut avoir en mémoire la façon dont la gauche est arrivée au pouvoir, et le fait qu'il n'y a pas aujourd'hui de mobilisation sociale », expliquait le député de Paris Rouquette à la délégation. Défense mal choisie, les délégués lui faisant remarquer que les mobilisations en cours, dans l'automobile, montraient que les travailleurs étaient prêts à se mobiliser. Mais qu'ils devaient le faire à la fois contre des directions d'« entreprises nationalisées » et contre « les consignes gouvernementales en matière de salaire ». Ils apprirent alors, avec surprise, à propos de la politique des salaires, que l'« affaire était classée, puisque l'échelle mobile avait été rétablie dans la fonction publique ». De quoi se frotter les yeux !

Quant aux directions, à la hiérarchie laissée en place après le 10 mai : « Nous ne pouvons changer toutes les têtes dans les entreprises nationalisées... », continuait le député PS. « En ce qui concerne Renault, le gouvernement fera connaître sa position, comme à Talbot ou Citroën, il prendra sans nul doute parti pour les travailleurs. »

« Mais vous auriez les moyens de cette politique. Lors de la grève de l'hôpital psychiatrique de Sotteville-les-Rouen, mobilisant des centaines de travailleurs qui ont élu la majorité de mai et juin, contre un directeur de droite qui fait tout pour saboter le changement, il a fallu un mois et une grève de la faim pour contraindre le ministère à agir. Et encore, le représentant du ministre résuma sa politique en cours de négociation par la formule : "il n'y aura ni vainqueur, ni vaincu." Il y avait mobilisation, il ne s'agissait pas de faire tomber toutes les têtes, et la majorité au lieu de se ranger

Un appel, un avertissement

LE 28 septembre, mille travailleurs de la région rouennaise lançaient leur « Appel à F. Mitterrand, aux députés du PS et du PCF ». Ils s'élevaient contre « ces mesures d'austérité (qui) ne s'attaquent pas aux vrais responsables de la crise, les capitalistes, qui, eux, gardent leurs profits » et soulignaient : « Agir ainsi ne peut qu'écoeurer les travailleurs et encourager les patrons à demander encore plus. »

« Le 10 mai nous vous avons élus pour mettre en œuvre le changement... Nous sommes prêts à nous mobiliser dans l'unité pour faire respecter, contre le patronat et la droite le choix que nous avons fait... Nous demandons le maintien du pouvoir d'achat et la fin des licenciements. Vous qui êtes à la présidence et au Parlement, vous devez respecter nos aspirations et nos revendications. Vous devez vous en prendre aux privilégiés de la fortune, à leurs milliards, pas à nous », concluaient-ils.

En un trimestre, il a été largement repris dans le pays, signé

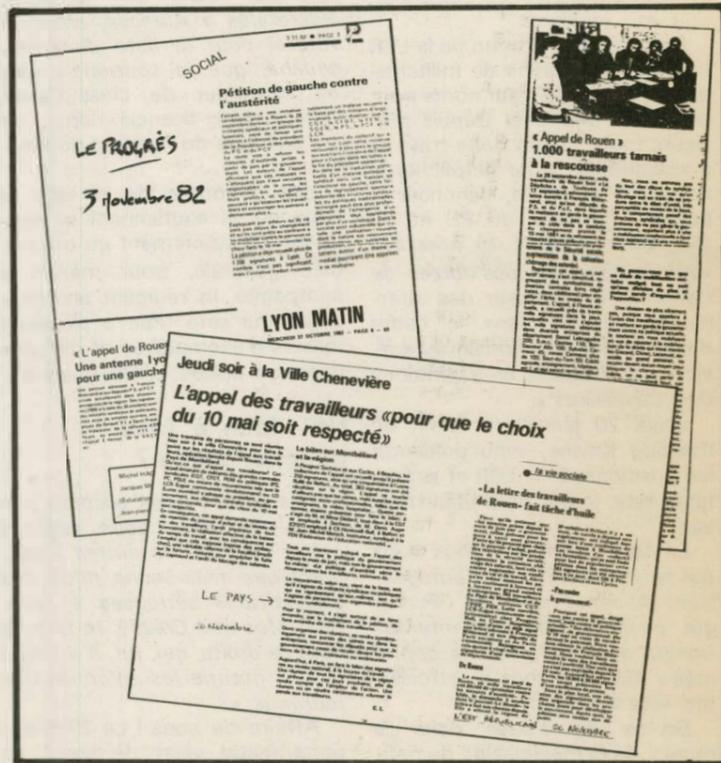
dans plus de cinquante départements, plus de trois cents entreprises, par quarante mille travailleurs de toute appartenance politique ou syndicale, CGT, CFDT, FEN, FO, PS, PCF, PSU, LO, LCR, ou non organisés.

Après un écho important lors de son lancement, la presse nationale instaura le silence sur ses suites. Par contre, l'écho des conférences de presse, dans de multiples villes, reproduit dans les colonnes des quotidiens régionaux, à la télévision régionale, l'a fait largement connaître dans les villes et régions.

L'appel de Rouen reste, en ce premier trimestre, l'affirmation publique la plus large et la plus massive des exigences des « convaincus du changement », des électeurs du 10 mai qui ont battu la droite pour battre une politique qui avait pour nom : chômage et austérité.

Un premier avertissement aussi à la majorité PS-PCF : « Nous ne vous avons pas élus pour mener cette politique-là », et un premier pas « pour que cela change ! »

M. M.



du côté des travailleurs, a refusé de prendre parti. »

Cet exemple précis laissa le député PS sans réponse. « Vous n'avez pas le monopole de représentation de la classe ouvrière... vous cherchez à exciter les travailleurs contre le gouvernement... » Ces réflexions-là ne pouvaient tenir lieu d'arguments, face aux problèmes que posent les signataires de l'appel des mille dans leur lettre.

Les délégués faisant part au député PS de leurs inquiétudes concernant le retard dans la parution des décrets concernant le remboursement de l'avortement s'attirèrent cette réponse étonnante : « Il faut comprendre la position de Bérégo-voy, il doit tenir compte des positions différentes à l'intérieur du Parti socialiste... »

« Nous ne voulions pas d'une

pétition qui reste dans les tiroirs comme c'est souvent l'usage », expliquait un camarade de Rouen au cours de la réunion de compte rendu. « C'est un mandat que nous ont donné les dizaines de milliers de travailleurs qui ont signé l'appel : Le porter à ses destinataires et rendre compte des réponses qu'ils y ont apportées. Notre premier objectif maintenant est de faire le bilan précis de l'entrevue par tract, nationalement, auprès de tous ceux qui ont signé ou lu l'appel, afin qu'ils soient juges de ce que nous ont répondu ceux que nous avons élus en mai et juin 1981 contre la droite. »

« Ce sera aux travailleurs d'en tirer les conclusions en terme de mobilisation, comme en terme de choix dans le débat politique qui va s'amplifier pendant les municipales. »

Michel Morel

Questions aux élus de juin

LA délégation avait préparé l'ensemble des questions qu'elle désirait poser aux députés du PS et du PCF, dans une lettre qui leur était adressée : « Etes-vous d'accord avec... »

Certaines réponses du député représentant le groupe du Parti socialiste furent rapportées lors de la réunion suivant la délégation (voir article ci-dessus).

La délégation s'est de nouveau adressée au groupe parlementaire du PCF avant d'obtenir une rencontre qui leur a jusqu'alors été refusée.

Nous reproduisons l'ensemble des questions adressées aux députés du PS et du PCF. Les réponses paraîtront dans le compte rendu de l'entrevue qui doit sortir en tract national à l'initiative du collectif de Rouen.

« Etes-vous d'accord avec :

— les mesures prises par le gouvernement envers les chômeurs en décembre à savoir treize millions d'économies sur les allocations chômage qui réduisent la durée des allocations, leurs montants, augmentent les délais de départ du versement des allocations alors qu'en octobre 1982 moins de la moitié des chômeurs déclarés recevaient les allocations UNEDIC ?

— la baisse du pouvoir d'achat pour la grande majorité des salariés, baisse qui entraînera sans rattrapage, la

perte de plusieurs milliers de francs pour les travailleurs (...)

— les mesures prises concernant la Sécurité sociale :

— c'est-à-dire un allègement des charges patronales, l'acceptation du non-remboursement des dettes patronales,

— l'instauration d'un forfait hospitalier et la volonté de ramener de 22 à 12 %, en 1983, les dépenses d'hospitalisation (...)

— le maintien de l'affiliation des entreprises nationalisées au CNFP, fer de lance du sabotage et de l'offensive patronale, en particuliers l'Union des industries chimiques qui, composée en majorité d'entreprises nationalisées, applique à la lettre les consignes de Gattaz ;

— l'abandon de la revendication d'une école unique et publique et le maintien d'une aide à l'école privée et confessionnelle dans le cadre du projet Savary ; (...)

— le non-respect de la promesse du service à six mois pour tous ;

— le non-respect de l'engagement pris dans le programme présidentiel du droit de vote pour les travailleurs immigrés lors des élections municipales, et qui ne peut s'expliquer que par la campagne raciste et réactionnaire déclenchée contre ce projet ;

— enfin, êtes-vous du côté des sidérurgistes qui ont voté pour vous et qui se font matraquer comme du temps de la droite ?



Chausson : « les acteurs du changement », en lutte... pour que ça change !

Le PS en mal de mobilisation

LA direction du PS avait annoncé avec un certain éclat les « Rencontres avec les acteurs du changement ». Il est vrai que c'était avant les élections cantonales et l'engagement du gouvernement dans une politique qui se réclame ouvertement de l'austérité. Jospin avait même expliqué que ce serait l'occasion d'une « mobilisation populaire » et une illustration « d'une pratique politique nouvelle ».

On connaît le résultat. Des rencontres préparatoires en province qui sont passées inaperçues et, à Paris, une tribune offerte aux différents ministres et à six chefs d'Etat étrangers, tous sociaux-démocrates bon teint... La presse de droite peut même se permettre le luxe de faire des comparaisons ironiques entre le « rassemblement populaire » de Chirac et le colloque du PS se tenant dans un grand hôtel...

Ce bilan des Rencontres avec les acteurs du changement dépasse l'anecdote : c'est le bilan de toutes les contradictions dans lesquelles est enfermée la direction du PS.

« la pédagogie du changement »

Son grand souci, sans cesse répété, déclaration après déclaration, c'est la mobilisation populaire et, plus particulièrement, celle de l'électorat de gauche. Son grand problème, c'est de ne rien faire pour... D'ailleurs, com-

ment y réussir quand l'on se contente d'organiser des réunions et des colloques dans lesquels, comme le dimanche 23, Mauroy ne trouve qu'une seule réponse : « la pédagogie du changement ».

Le PS ne veut pas être un « parti-godillot », il sera donc un parti « pédagogique » dont la seule fonction est d'expliquer la politique du gouvernement.

La chose est aussi apparue pour la préparation des municipales. Afin de lancer la bataille, Jospin n'a trouvé d'autre moyen que de se réjouir à l'avance si la gauche ne perdait que dix ou quinze villes importantes. Il est vrai qu'à l'Elysée, Mitterrand fait des pronostics encore plus pessimistes. Ses arguments : « On nous jugera sur le bilan du septennat, nous avons la durée, les municipales ne sont qu'un simple épisode... »

Deuxième exemple. Sur le conseil de Mauroy, le PS commence à expliquer que l'enjeu des municipales sera essentiellement local ; Jospin déclare que ce genre d'élections « favorise toujours l'opposition, comme cela a été le cas en 1959, 1965, 1971 et 1977 ». Une semaine après, changement de ton : le PS et le gouvernement s'émeuvent de l'offensive de la droite et décident de mener une campagne « politique ».

La direction du PS est soumise à des pressions. Celle des militants d'abord, qui comprennent mal la politique du gouvernement

et le défaitisme pour les municipales. Celle des milliers d'élus communaux qui risquent de perdre des places et ne sont pas aussi indifférents aux résultats de ces élections que les nouveaux fonctionnaires « socialistes » des ministères.

Plus de petits déjeuners

Mais si la direction du PS subit de telles pressions, le gouvernement, lui, en tient peu compte, et Jospin suit. Certes, parfois Mitterrand et Mauroy prennent des précautions : on a vu comment ils ont « désavoué » Delors à propos des mesures qu'il préconisait sur l'épargne populaire. « Intéressant, a dit, en substance, le Premier ministre, mais après les élections. »

Mais, sur le fond Mitterrand ne bouge pas. On l'a vu à propos de l'affaire de l'amnistie des généraux et, plus généralement, sur l'ensemble des mesures d'austérité. Symboliquement, les petits déjeuners réguliers qui regroupaient l'état-major du PS et le président ont été supprimés.

Le PS, principal parti au gouvernement et premier parti ouvrier de France, aborde donc ces élections dans une étrange situation, incapable de faire apparaître son « autonomie » et de mobiliser en profondeur ses militants. Le désarroi et la démobilité dans le parti sont d'ailleurs importants, même si, comme lors de chaque campagne électorale, l'on assiste à un sursaut depuis quelques semaines.

Mais mobiliser la base du parti supposerait que la direction soit capable d'offrir d'autre perspective que celle d'être une chambre d'enregistrement et de propagande de la politique du gouvernement qui est « mal comprise », comme dit Mauroy.

Les « déçus du socialisme » n'existent pas simplement dans l'électorat de gauche, ils sont nombreux au sein du PS, même si pour l'instant leur « déception » prend plutôt la forme d'une « grogne » et d'un désarroi que de « critiques positives ».

Les dirigeants socialistes espèrent pouvoir ressouder les rangs et le dynamisme en faisant jouer le « réflexe antidroite », la menace Chirac. Certes, cela pèsera, mais pas au point de noyer les autres problèmes.

A. Artous

DU COTE DU PCF



Avec un bel enthousiasme...

Soutien au gouvernement : En avant toute !

AU Club de la presse d'Europe 1, dimanche soir, Marchais a donné le ton de ce que va être la campagne du PCF jusqu'aux municipales. Il y a encore quelques mois, la direction se voulait attentive au mécontentement de nombreux travailleurs, à leur déception. Et, compte tenu des limites de la politique gouvernementale, les déclarations légitimes. Aujourd'hui, les choses ont changé. Non dans la politique gouvernementale, mais dans le discours du PCF.

Les réticences à voter pour les listes d'Union de la gauche de la part de nombreux travailleurs sont, à présent, analysées comme un élément du complot de la droite. Car, selon Marchais, les moyens que compte utiliser la droite sont au nombre de trois. Le premier : faire oublier son propre bilan. Le second : falsifier le bilan de ce qui a été accompli par le gouvernement depuis dix-huit mois. Le dernier : « Spéculer sur les désillusions, les mécontentements que manifestent certains. Mais nous avons assez de puissance pour convaincre ces gens-là, qui ne constituent d'ailleurs qu'une minorité. »

Ainsi, ces « gens-là », critiquaient impénitents, qui d'ailleurs ne sont qu'une « minorité », devront plier devant la force de l'argumentation de Marchais. Ils sont conviés à se rendre à l'évidence : « Je ne trace pas un tableau idyllique du bilan

gouvernemental, disait Juquin dans le *Matin*. Mais ses acquis sont aussi importants que ceux de la Libération. » Marchais poursuit sur la même lancée : « Il faut être constructif. Citez-moi un seul gouvernement dans ce pays qui en dix-huit mois peut présenter un bilan de cette importance. »

Et d'énumérer, en vrac, au crédit de ce « riche bilan » : l'augmentation du pouvoir d'achat, la loi de décentralisation, les droits nouveaux des travailleurs, le rapport Legrand... Ainsi que, pour faire bonne mesure, le septième sous-marin nucléaire.

Il est vrai que, sur ce terrain de l'armement nucléaire, Marchais ne veut pas laisser apparaître la moindre dissension avec les socialistes. Interrogé, en début d'émission, sur le discours de Mitterrand au Bundestag, discours qui avait consterné les sociaux-démocrates allemands à cause du soutien qu'il apportait aux thèses de Kohl, Marchais n'avait pas hésité à déclarer : « Sur le fond, je considère que ce discours est tout à fait conforme aux engagements pris durant la campagne électorale et à l'accord conclu avec le Parti socialiste sur les questions de politique extérieure et de défense. Pour moi, ce discours ne soulève pas de problèmes. »

Marchais soutenant le déploiement des Pershing en Europe. Ce n'est plus du soutien, c'est de la rage !

F. S.

LE REVE EVEILLE DU 10 MAI

PS Aujourd'hui, lettre quotidienne des socialistes, commente à sa façon les Rencontres des acteurs du changement. Il n'est pas besoin de faire de commentaires !

« L'élection de Mitterrand a parfois semblé une remise en cause inopinée d'un fonctionnement que la droite avait presque réussi à faire admettre comme naturel. Il en est résulté ce curieux "état de grâce" qui fit croire aux uns que le 10 mai n'avait pas eu lieu et qu'au réveil tout serait redevenu comme avant, et aux autres qu'il leur apporterait du fond des siècles la grande revanche des exclus de l'histoire. Vie professionnelle, salaire, éducation, santé, accomplissement de soi, tout serait transformé d'un coup de baguette magique. C'était bien cela que signifiait la fête de la Bastille. Fini

les frustrations, l'exploitation, la misère, l'ennui. La vie allait changer au quotidien. Entendez, chacun allait changer de vie... A la sortie de ce rêve éveillé — il a duré plus ou moins longtemps selon les gens — le paysage politique est apparu tel qu'il était... »

« Notre premier souci, c'est de préserver la paix sociale. Or, on ne mobilise bien que contre quelque chose. Comment, dès lors, transformer en acteurs du changement ces hommes et ces femmes qui, nous ayant fait confiance par le bulletin de vote, ont tendance à attendre que tout leur soit donné et s'impatientent quand tarde trop le changement au quotidien ? Comment rester une "force tranquille" ?... On ne change pas la société par décret, avons-nous souvent expliqué, même si la capacité de proposer des lois et de prendre des décrets est le passage obligé dans nos démocraties... »



Les « acteurs du changement », version PS.

Sans relâche éponger la grogne

PLUS le PCF chante les louanges de la politique gouvernementale, plus Wurmser s'attache à convaincre les « grognards » du parti. Après une première réponse à d'anonymes correspondants, il se livre, dans l'*Humanité* du 20 janvier, à une nouvelle et interminable réponse à ceux qui lui ont répondu. Dans l'ambic de sa rhétorique, il distille le malaise du parti. Pour l'aider à se volatiliser.

Il y a bien cet ancien officier FTP qui rechigne : « Si aucune décision n'est prise par le parti dans les semaines qui suivent, aucun membre de ma famille ne votera. » Et Wurmser, qui le tance, ne cache pas sa honte et sa douleur : « Mon cher camarade, si je n'ai pas transmis ta lettre à Chirac, c'est que j'aurais honte, moi, de lui faire un si grand plaisir. Quoi, un communiste (mais

je parie qu'il se raviser !) refusant son appui à la majorité dont son parti est l'une des composantes ? A un gouvernement auquel appartiennent des ministres communistes ? Un communiste misant sur la défaite ? »

Mais, si l'on en croit Wurmser, cette nouvelle correspondance est globalement encourageante : attachement général à l'union, satisfaction unanime devant la publication dans l'*Humanité* d'un article qui fasse écho aux « hésitations » des militants...

Bref, si ce n'était cette insupportable persistance de l'antisoviétisme dans les médias, sûr que l'appel de Wurmser serait entendu de tous : « Que chacun le sache : il n'y aura pas de succès de la gauche sans l'optimisme des communistes ! »

Renault-Flins et Billancourt, Chausson, Citroën-Levallois en lutte !

RENAULT Flins, Billancourt, Citroën Levallois, Citroën Nanterre, Chausson ! Une fois de plus depuis le 10 mai, les travailleurs de l'automobile occupent l'avant-scène de la situation sociale.

Grèves de travailleurs immigrés, mais aussi grèves d'OS de l'automobile. OS qui viennent régulièrement rappeler que le changement n'est pas un rendez-vous. Malgré un gouvernement de gauche, une majorité PS-PC, les mêmes conditions de travail insupportables.

Grèves qui, aussi traduisent les différenciations dans la classe ouvrière : OS et professionnels, immigrés et français, grévistes et lockoutés... Différents, ils remettent cependant en cause, ensemble, la politique salariale des patrons et du gouvernement, comme le montre l'exigence commune d'une augmentation de 300 F.

Grèves au caractère inégal, grèves bouchon à la Régie Renault et luttes beaucoup plus massives à Citroën Levallois ou à Chausson.

Elles prolongent le mouvement des luttes d'OS du printemps dernier. Et comportent une dimension politique évidente.

Bras de fer patronal

La droite et les patrons cherchent l'épreuve de force sous la forme d'une partie de bras de fer et de quelques provocations à Renault Flins et Citroën pendant que Chirac — pour inquiéter — lance au même moment son programme de « dénationalisation » y compris de la Régie Renault.

Quant au gouvernement, au PS et au PC, ils se lancent dans des pressions et manœuvres désavouant les grévistes afin d'imposer la reprise du travail. Ainsi en est-il de la déclaration de Jean Auroux, ministre du Travail, rapidement relayé par André Sainjon, secrétaire de la CGT-métaux : l'un comme l'autre approuvaient les propositions de Bernard Hanon, P-DG de Renault, quelques heures avant qu'elles ne soient rejetées par les grévistes.

Dans ce contexte, les directions syndicales, à l'exception de quelques sections d'usines, ne proposent aucune initiative de soutien ou de popularisation des grèves en cours.

Solidarité, sans perdre un instant

S'appuyant sur les flottements et les refus d'agir des directions syndicales comme du PS et du CP, diverses forces réactionnaires y vont de leurs commentaires racistes basement intéressés : « C'est le pouvoir maghrébin qui déborde les syndicats en France », affirmait par exemple RTL le mercredi 26...

« Nous sommes des immigrés et aussi des OS et peut être des OS parce que nous sommes immigrés », disent de nombreux grévistes. Car ce n'est pas par hasard si ce sont eux qui forment la quasi totalité des OS des grandes usines de l'automobile de la région parisienne.

Pour les 300 F, contre les conditions de travail insupportables, pour voir respectée leur dignité, la lutte des OS de l'automobile concerne tous les travailleurs. Et c'est le devoir de tous les militants ouvriers de le faire comprendre, à l'opposé d'une certaine propagande...

Contre la politique salariale du gouvernement, il n'est que logique que les OS, confrontés en permanence à leurs bas salaires, réagissent.

Il est logique qu'ils le fassent aussi contre l'ensemble de leurs conditions de vie et de travail.

Il est encourageant qu'ils le fassent en cherchant à développer, à Citroën, Chausson, Flins, Billancourt, des formes démocratiques d'organisation, donnant à tous ceux qui luttent la garantie de mieux contrôler leur action.

Soutenir, en commençant par les faire connaître dans leur réalité ces luttes en cours, c'est contribuer au large mouvement de mobilisation nécessaire, contre l'austérité, pour le pouvoir d'achat, contre le pouvoir patronal. Et contre la politique du gouvernement.

François, Olivier
Pierre Rème

La direction de la Régie Renault appelle le gouvernement à l'aide

LA direction de la Régie Renault, entreprise « nationalisée », se comporte face aux grèves des OS de Billancourt et de Flins comme une direction patronale. Il s'agit de faire plier les grévistes et de maintenir, quoi qu'il en coûte pour les travailleurs, la Régie dans la concurrence qui l'oppose aux autres firmes multinationales de l'automobile. Cette tactique doit toutefois tenir compte du nouveau rapport de forces qu'a entraîné le 10 mai 1981 : elle possède une marge de manœuvre plus limitée pour fomenter ses mauvais coups.

Pendant les grèves, négociations tous azimuts

Toutes les grèves qui se sont succédées depuis plus d'un an ont prouvé que les patrons de Renault n'avaient plus la force d'être aussi intransigeants que par le passé. La grève du printemps dernier à Flins s'était conclue par un sentiment de victoire pour les ouvriers, favorisant ainsi l'essor de nouvelles luttes comme celles d'aujourd'hui. Les travailleurs attendaient un changement réel dans cette entreprise nationalisée.

Dans ce contexte, les patrons de Renault cherchent à maintenir intégralement leur ancienne politique anti-ouvrière, en termes de conditions de travail et de salaires, tout en cher-

chant à se concilier au sommet les bonnes grâces du gouvernement et des directions syndicales. Alors que la vie à l'atelier est restée la même, jamais les discussions avec les délégués syndicaux centraux du groupe Renault n'ont été aussi nombreuses. Devant l'incapacité de la direction à faire cesser les grèves de Flins et de Billancourt, le P-DG de la Régie a cru trouver une porte de sortie en offrant aux directions syndicales la carotte d'une négociation nationale sur les classifications.

Il voulait ainsi obtenir la caution des directions syndicales pour ne pas avoir à satisfaire les revendications immédiates des grévistes portant sur les salaires. Cette tentative a jusqu'à présent échoué devant la détermination des grévistes, mais elle illustre la façon dont cette direction patronale cherche à tirer parti de la nouvelle situation politique pour continuer à s'attaquer aux ouvriers.

Le dialogue gouvernement/Régie Renault

Les patrons de la Régie sont bien obligés de constater que les directions syndicales contrôlées de moins en moins la combativité ouvrière dans les bastions de l'automobile. C'est pourquoi ils utilisent le gouvernement comme dernier recours. Le P-DG de la Régie a

ainsi déclaré le vendredi 21 janvier : « La direction de Renault s'associe pleinement à l'effort du gouvernement pour réduire l'inflation. » Et le ministre du Travail, Jean Auroux, lui répondit en écho le mardi 25 janvier : « Les propositions de la direction de la Régie sont de nature à favoriser l'aboutissement des négociations en cours et de la reprise du travail. » Et cela à quelques heures du refus renouvelé des grévistes de Flins et de Billancourt de ces mêmes propositions patronales.

Dans ce dialogue à l'unisson, chacun se sert de l'autre.

Par d'accord salarial

Même si la direction de la Régie regrette le bon temps de Giscard où les CRS étaient envoyés dans les quarante-huit heures pour chasser les grévistes, elle se sert aujourd'hui d'un gouvernement de gauche qui la couvre dans ses agissements anti-ouvriers.

Les patrons de Renault peuvent, en effet, s'estimer satisfaits des directives gouvernementales en matière de salaires. Ils peuvent ainsi oser proposer 7 % d'augmentation de salaire pour l'année 1983 et persévérer dans leur politique, bien qu'ils n'aient trouvé aucun syndicat pour contresigner le moindre accord salarial. Ils peu-

vent même essayer d'innover en liant une partie des augmentations proposées à un accroissement de la productivité, c'est-à-dire au fait que les ouvriers produiraient plus de voitures en étant moins nombreux.

Dans l'épreuve de force qui l'oppose aux ouvriers grévistes, la direction de la Régie cherche des points d'appui du côté des directions syndicales et du gouvernement. Elle veut ainsi essayer de se prémunir contre les conséquences du rapport de forces qui existe aujourd'hui dans les usines d'automobiles. Mais elle maintient ferme son orientation anti-ouvrière. Elle est prête à tous les mauvais coups.

Flins : les provocations

UNE trouille du P-DG de Renault : il a mis un préalable à la réouverture de négociations. Il veut que les grévistes s'engagent à laisser fonctionner les installations...

C'est cette « idée » nouvelle, à laquelle la direction n'avait pas pensé durant les trois dernières semaines, que Auroux et Sainjon ont saluée comme « positive » ! Tout cela a été rejeté par les travailleurs de Flins qui exigent le

paiement à 100 % des jours de lock-out, sans samedis de récupération. Tandis que les grévistes, pour leur part, repoussaient tous ces préalables.



LA COMMISSION DES TRAVAILLEURS A LA SELLERIE DE BILLANCOURT

SUR proposition d'un délégué CFDT, les travailleurs de l'une des deux équipes de la sellerie ont élu treize « délégués de la commission pour veiller à éviter la division entre les syndicats ».

Cette décision fut si populaire que, dans l'autre équipe, les délégués CGT la reprirent eux-mêmes à leur compte. Dans chacune des deux équipes, la même organisation est donc en place. L'ensemble de ces « délégués de commission » participent donc aux négociations aux côtés

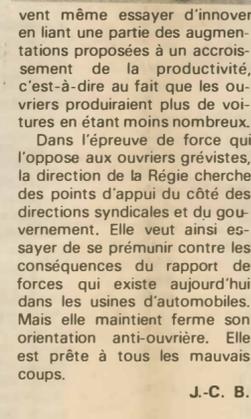
des syndicats. Un peu comme à Flins lors de la grève d'avril-mai dernier.

Par ailleurs, cette organisation démocratique permet une remarquable mobilisation des grévistes, pointés par la commission tous les jours depuis le lundi 6 : trois cents sur quatre cents sont ainsi présents chaque jour, témoignant de leur volonté d'obtenir les 300 F, mais aussi leurs revendications sur les classifications et les conditions de travail.



Une plate-forme commune à débattre

- 300 F pour tous les OS de l'automobile, tout de suite.
- Revalorisation de tous les bas salaires et remise en ordre des classifications.
- Mais aussi, contre tout le chantage patronal à la concurrence et à la crise :
 - un seul groupe de toute l'automobile coordonnant les productions de Renault, Peugeot, Citroën, etc., par la nationalisation sans indemnités de PSA;
 - avec un plan de production garantissant l'emploi et transformant les conditions de travail sous le contrôle des ouvriers;
 - avec un large débat public sur les plans de production pour l'avenir du secteur automobile.
- Non à la surexploitation des immigrés et de tous les OS.
- Non au chantage patronal à la crise : nationalisation, levée du secret capitaliste, réorganisation de la production pour ne pas subir la crise capitaliste.



J.-C. B.

Chausson tous les OS arrêtés

CE ne sont pas les délégués, c'est nous, les ouvriers, qui avons déclenché la grève : on en a marre. Alors, on a appelé les délégués. Au bout d'un moment, les OS se décident à expliquer comment ils réagissent : « Avant, on ne comprenait rien. On se disait : on n'est pas chez nous en France. Mais on en a vraiment marre ! »

Pour les 300 F, pour l'affichage des cadences, pour la dignité et les conditions de travail... Tout se tient, pour eux : il y a autant de violence dans la dénonciation du racisme que dans celle des bas salaires. « Comment je peux vivre, avec 4 000 F par mois et cinq enfants ? Après dix ans à l'usine, est-ce que je dois remettre à être voleur ? »

Racisme ? On peut imaginer que l'encadrement, ici, est plus fin que



Chausson

Citroën Levallois occupé !

DEPUIS lundi 24, les ateliers de Citroën-Levallois sont occupés jour et nuit par les grévistes. Cela n'était pas arrivé depuis 1968. C'est en quelque sorte la démonstration palpable de la détermination des travailleurs à obtenir le paiement des heures de grève et de lock-out depuis le 1^{er} janvier.

Le sentiment de force des travailleurs est d'autant plus important que la direction se retrouve encore plus isolée qu'auparavant.

D'une part, une large partie de ceux qui ne rentraient que peu dans les conflits précédents, dans les communautés portugaise et yougoslave, sont cette fois-ci de la partie. Par ailleurs, la direction parvient de moins en moins à mobiliser ses nervis. De 300 à 350 au début du conflit, ils ne sont aujourd'hui que quelques dizaines à protéger encore les locaux de la direc-

tion dans lesquels ils se cantonnent.

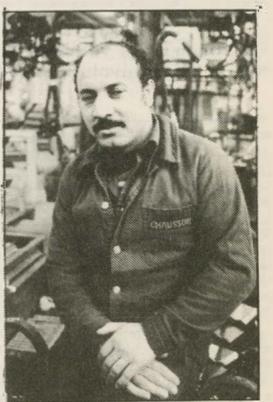
La position de la direction sur le terrain est tellement précaire qu'elle avait proposé la semaine passée l'indemnisation des jours de lock-out et de grève comme le demandaient les travailleurs, à la condition de pouvoir faire travailler quelques samedis pour rattraper les retards sans verser la prime de cent francs attachée à ces heures supplémentaires. Mais la direction générale refusait, le lendemain, la signature du protocole proposé par sa direction locale.

Cette proposition démontre par ailleurs tout le cynisme de Citroën, qui explique aujourd'hui, qu'il n'y aurait plus de travail au point de vouloir muter cinq cents travailleurs hors de Levallois ! La chanson est connue. Citroën l'avait déjà chanté il y a quelque temps à Aulnay en menaçant de fermer l'entreprise.

Les travailleurs ont évidemment refusé cette politique. Ils se sentent d'ailleurs encore plus forts puisqu'ils viennent d'être rejoints dans la lutte par ceux de Nanterre ou, partis du ferrage et de la fonderie pour 300 F d'augmentation et le respect de l'accord Dupeyroux, la grève s'étend à l'ensemble de l'entreprise qui avait peu bougé en mai dernier.

Dans ces conditions, nombre de travailleurs s'interrogent tant sur les raisons qui font que les dirigeants de la CGT s'emploient à retenir ceux d'Aulnay, qui veulent aussi se mettre en mouvement. Avec Levallois occupée, la question posée est de savoir comment coordonner les différentes entreprises en lutte aujourd'hui dans l'automobile, contre la politique d'austérité du gouvernement et du patronat.

F. C.



ca. Mais les récits sont là. Tel celui d'un licenciement : « Tu vas voir un chef, il ne te laisse pas finir ta parole. Une fois, le gars il s'est mis en colère : 'va chez toi, si tu n'es pas content et tu mangeras des cailloux'. Il lui a donné un coup de poing. Mais le responsable c'était le chef et pour ce qu'il avait dit... »

Racisme des chefs

Tous les chefs « ne sont pas pareils mais tous sont achetés par la direction : les salaires c'est à la tête du client », et ils revendiquent fermement « à travail égal, salaire égal » et surtout « l'affichage des cadences ». « C'est pour ne plus avoir des salaires de 4 500 à 6 000 F pour le même travail. »

Comment est-ce possible ? Les chefs ont des primes si leur secteur de chaîne fait une certaine production. Il leur faut donc une partie de travailleurs, même peu nombreux, prêts à accepter d'en faire plus qu'« la production l'exige ». Cela, ensuite leur donne droit à des avantages... Et pour en-

trier dans ce rapport de « bonne entente » avec le chef, il faut faire des cadeaux : « Tu portes du vin », « tu fais le méchoui le vendredi... » On comprend donc, après ces récits, les revendications : « L'affichage des cadences, c'est pour pouvoir tenir devant le chef. » Ils rient : « On dira, cent vingt, c'est cent vingt. C'est pas plus. » Mais les chefs pourront recommencer à diviser ? « Ensuite, on verra. Mais si on gagne ça, on devra rester unis. »

Revendications différentes, regroupées autour des 300 F communs à tous, horaire différents d'un bâtiment à l'autre (2x8 ou journée normale). Qui va organiser la grève ? Les OS eux-mêmes ou les militants syndicaux à leur place ? Ici, la réponse est donnée, en cours de réalisation : « Il faut que tous ceux qui veulent se proposer, et pour qu'il y ait un comité de grève commun aux deux bâtiments, il faut deux comités d'organisation où s'inscrivent ceux de chaque bâtiment », résume un délégué CFDT à l'assemblée générale du mardi 25.

LES COMMISSIONS D'ORGANISATION DE CHAUSSON

COMMENT permettre à tous de participer d'avantage à la grève ? Comment s'occuper de tous les problèmes de la grève ? C'est pour résoudre ces questions que des délégués CFDT ont proposé d'élire une « commission d'organisation », composée de vingt-sept travailleurs volontaires et élus des grévistes d'un bâtiment. Sur l'autre, où il y avait eu moins d'avancée en ce sens, une assemblée générale permet de poser les questions et de pousser un nouveau groupe de travailleurs à s'y mettre.

Ainsi, avec l'accord des syndicats CFDT et CGT qui soutiennent la lutte, les discussions pour préparer les rencontres avec la direction, les diverses initiatives

nécessaires pour la grève sont discutées avec un noyau de travailleurs beaucoup plus large que les seuls militants syndicaux.

Ce n'est pour le moment qu'un début qui peut, plus ou moins vite, devenir un véritable comité de grève par l'activité coordonnée des deux commissions d'organisation sous le contrôle des assemblées de grévistes. A condition toutefois que sa mise en place se fasse progressivement, au cours de débats publics, et non au « forcing » comme s'y employaient certains militants de Lutte ouvrière. Il ne s'agit pas d'une occasion à polémique mais de mettre en place un meilleur instrument de démocratie ouvrière !

Un comité de grève pour l'unité.

Certains « hésitent pour ne pas porter tort au gouvernement », résume un militant CGT, français, qui s'affirme pour la grève tout en rappelant « qu'il faut être prudent ». Pourquoi prudent ? En écho, des immigrés répondent : « Renault et Chausson, ce n'est pas les mêmes problèmes : eux c'est le public, nous le privé. »

Alors, rien de commun ? Deux choses, disent-ils : « Les élus, ils étaient pleins de promesses ; quand ils sont dans le fauteuil, ils ont tout oublié. » Et l'un, très approuvé, ajoute : « Les patrons de Renault et de Chausson, ou de Citroën, eux, ce sont les mêmes. Le CNPF, ils sont organisés pour écraser la classe ouvrière ; mais les travailleurs sont toujours divisés dans chaque entreprise. » Politisation d'immigrés présents depuis plus de dix ans dans cette usine. Mais que faire pour agir ensemble au moment où cinq usines sont arrêtées ? Les yeux brillent : « Ça ne s'était pas vu depuis longtemps. » Mais, aussitôt : « Ce n'est pas nous qui savons ; qu'est-ce qu'on peut faire ? C'est les syndicats, au sommet qui doivent le dire. »

P. R.

IL Y A 50 ANS

Hitler prenait le pouvoir

Il y a cinquante ans, jour pour jour, le 30 janvier 1933, Hitler arrivait au pouvoir en Allemagne. Suivant aveuglément la politique criminelle que dicte Staline à l'Internationale communiste et à ses sections, la direction du parti communiste allemand, le KPD, ne veut pas voir la portée dramatique de cet événement : « Hitler gouverne — mais le communisme avance », déclare-t-elle.

Trotsky et l'Opposition de gauche, réunie en conférence, lancent un appel solennel aux travailleurs allemands. Il est encore temps, affirment-ils, de barrer la route au fascisme en mobilisant les

travailleurs dans l'unité, en réalisant immédiatement le front unique de leurs organisations.

Pourtant, rien n'est fait pour diriger la classe ouvrière au combat, alors que ses forces n'ont pas encore été entamées. Et en l'espace de quelques semaines, la répression s'abat implacablement. Prenant la mesure de cette défaite sans combat du prolétariat le plus puissant et le mieux organisé du monde capitaliste, Trotsky tire les leçons de la politique désastreuse de Staline. La lutte qu'il mène depuis dix ans pour redresser l'Internationale communiste doit désormais se prolonger dans un

nouveau combat : il faut construire un nouveau parti en Allemagne, il faut construire une nouvelle internationale.

Le caractère décisif des premiers mois de l'année 1933 justifie le choix fait par l'Institut Léon Trotsky de débiter sur ces événements la publication systématique des écrits de Trotsky. Dans la préface du tome I de ces « Oeuvres », dont l'article ci-dessous est extrait, P. Broué et M. Dreyfus analysent l'enchaînement des événements qui vont permettre la victoire du fascisme.

• Treize tomes des « Oeuvres » de L. Trotsky ont été publiés à ce jour par l'ILT.

OR, 1933 est l'année de l'épreuve : épreuve pour l'Internationale communiste, placée au pied du mur en Allemagne par la marche en avant du nazisme, épreuve aussi pour l'Opposition de gauche internationale qui a jusqu'à maintenant orienté ses efforts précisément vers le redressement de la politique de l'Internationale communiste et particulièrement face au danger fasciste. La question posée est la suivante : l'Internationale com-

« groupe fractionnel ». Thälmann fustige en eux « les idées petites-bourgeoises défaitistes et pessimistes du genre : si le fascisme vient au pouvoir, c'est fichu pour nous », affirme que la venue de Hitler au pouvoir « accélérerait la crise révolutionnaire qui monte dans le secteur central (de l'Europe), l'Allemagne ». Il accuse « le trotskysme » de chercher à entraîner les communistes à « marcher la main dans la main avec les assassins de Liebknecht et

KPD a recueilli à Berlin 37,7 % des voix, et le SPD, 23,8 %, c'est-à-dire que les deux partis ouvriers ont réuni 61,5 % des voix contre 23,2 % aux nazis. Une riposte victorieuse des partis ouvriers, s'ils s'unissaient, serait possible et pourrait marquer pour les nazis le début de la fin. Mais le KPD n'en veut pas. (...) Et le 22 janvier, les nazis défilent impunément place Bülow. Goebbels écrit dans son *Journal* : « Les SA ont intimidé les Rouges sur leur propre terrain, Berlin. La place Bülow est nôtre. Les communistes ont subi une grave défaite... Nous avons gagné la bataille (3). » Tout le monde sait et dit que c'est de Moscou que proviennent les instructions qui ont été données aux organisations du KPD. Les hésitants, les pleutres commencent à penser que les nazis sont décidément les plus forts.



litants : SA et Gestapo commencent à lancer des raids de terreur, la « chasse aux rouges » dans les quartiers ouvriers. Ni le KPD ni le SPD n'ont de mots d'ordre de riposte. Les élections aux conseils d'usine de l'électricité et du gaz de Berlin donnent 90 % des voix aux communistes et aux social-démocrates ensemble, moins de 10 % aux listes des nazis. Mais l'organisation du KPD s'effondre : Thälmann est arrêté le 3 mars, les prisons débordent, la chasse aux communistes est généralisée à toutes les villes allemandes.

Thälmann : « La venue de Hitler au pouvoir accélérerait la crise révolutionnaire en Allemagne. »

muniste et sa direction vont-elles pouvoir continuer à imposer au KPD [Parti communiste d'Allemagne] la politique suicidaire suivie jusque-là et qui, en facilitant le jeu des dirigeants social-démocrates et interdisant de fait le front unique ouvrier, risquait d'ouvrir la voie à la victoire des nazis et par conséquent à la destruction du mouvement ouvrier organisé allemand, comme le répétait Trotsky depuis des années ?

L'histoire allait répondre en ces quelques mois décisifs. Il y avait eu d'abord ce mois de septembre 1932, le XII^e plénum de l'exécutif de l'IC où s'était jouée ce que l'historien britannique Robert Black appelle — rétrospectivement, bien sûr — la « dernière chance » (1). A cette date, la volonté de résistance, l'aspiration à l'unité de leur front de classe chez les travailleurs allemands est nettement perceptible en dépit de la politique des dirigeants social-démocrates et communistes. Les résultats électoraux laissent prévoir une chute de millions de voix des nazis aux prochaines élections générales. A la direction même du KPD, un groupe de dirigeants mûs par l'instinct de préservation et une peur bien compréhensible du nazisme, peut-être sensibles en outre aux aspirations de leurs propres militants, ont ébauché une tentative de résistance à la politique suicidaire qui fraie la voie à Hitler. (...) Ils sont dénoncés comme

de Rosa Luxemburg », Trotsky de tenter d'égarer les travailleurs en « réclamant des négociations entre les dirigeants du SPD et du KPD », accuse Neumann de ne considérer « le trotskysme » que comme une « idéologie de gauche » quand sa définition exacte, donnée par Walter Ulbricht est celle d'une « avant-garde contre-révolutionnaire de la bourgeoisie ». Après Thälmann, le Polonais Lenski vient affirmer que l'expérience a réfuté l'affirmation trotskyste selon laquelle « la dictature fasciste signifierait la fin de la social-démocratie » (2). Le 1^{er} décembre, la revue officielle de l'IC, sous le titre « Le KPD passe à l'offensive », affirme : « La tâche du KPD reste, comme auparavant, de diriger ses coups avant tout aujourd'hui contre la social-démocratie. »

Les élections de novembre 1932 font apparaître une sérieuse baisse des voix nazies. La bourgeoisie allemande s'effraie du risque de voir lui échapper, avec l'influence de masse du parti de Hitler, son ultime recours, et les négociations sont menées bon train en vue de la formation d'un gouvernement de concentration nationale dirigé par Hitler. C'est alors que les nazis décident de faire une épreuve de la volonté de résistance du KPD en allant défilé place Bülow, devant la Maison Karl-Liebknecht, l'immeuble de ce parti. La décision peut paraître risquée : aux élections de novembre 1932, le

Le 28 janvier, le gouvernement von Schleicher tombe. Le 29, un bref communiqué annonce qu'Hitler va être nommé chancelier du Reich. Au chef de la fraction parlementaire, Ernst Torgler, qui lui demande de décréter l'état d'alerte dans le parti, Thälmann rétorque qu'il est « fou », et que la bourgeoisie allemande n'est pas prête à laisser Hitler approcher du pouvoir. Le 30, Hitler constitue son gouvernement de « concentration nationale ». Sa première réunion est consacrée à la perspective de dissolution du KPD et aux risques de déclenchement d'une grève générale que cette dissolution pourrait provoquer. Hitler lui-même, soutenu par le ministre de la Défense, von Blomberg, affirme qu'il ne faut pas « courir à la légère le risque d'une grève générale », car, si elle se produisait, « on ne pourrait sans doute pas utiliser l'armée pour la briser » (4). Les hommes de choc de la bourgeoisie allemande redoutent encore la puissance intacte de la classe ouvrière et ne veulent pas prendre de risques inutiles. Le KPD fait, lui, un tout petit pas en proposant aux dirigeants social-démocrates — ceux qu'hier encore il appelait et qu'il appellera demain « briseurs de grève » et « social-fascistes » — une grève générale contre le fascisme. Le SPD, évidemment, répond par une mise en garde contre des

actions isolées précipitées. Goebbels note dans son *Journal* que « pour le moment », on ne prendra pas de mesures contre la « terreur rouge » : « nous frapperons au bon moment » (5).

La préconférence internationale de l'Opposition de gauche réunie du 4 au 7 février, (...) adresse un manifeste aux travailleurs allemands dans lequel elle affirme « Il est encore temps ! » et les appelle à exiger de leurs dirigeants la réalisation immédiate de ce front unique dont la perspective fait encore hésiter les bravaches de la contre-révolution allemande. Le 1^{er} février d'ailleurs, on apprend que le KPD vient d'obtenir pour la première fois la majorité dans les élections des conseils d'usine des chantiers navals de Hambourg. Hitler sollicite les banques pour la prochaine campagne électorale et affirme à la radio : « Quatorze ans de marxisme ont ruiné l'Allemagne, mais une seule année de dictature du prolétariat la détruirait (6). »

« Diriger ses coups, avant tout, contre la social-démocratie »

Tout, sans doute, reste encore possible. Le 2 février, le gouvernement interdit toute réunion en plein air du KPD, et suspend pour trois jours la presse social-démocrate qui a protesté contre le discours du chancelier. *Die Rote Fahne*, l'organe du KPD, écrit : « Hitler gouverne — mais le communisme avance. » Le 7, le Front de fer, organisation paramilitaire du parti social-démocrate, organise une grande manifestation en plein air, au Lustgarten. Le 8, le *Vorwärts*, qui en rend compte, écrit : « Berlin restera rouge. » (...)

Le 27 au soir, le Reichstag brûle au cœur de Berlin.

Les nazis, alors, frappent comme la foudre. Le 28, le gouvernement, dont la thèse est que l'incendie du Reichstag était un signal pour l'insurrection communiste dont personne n'a vu l'ombre, adopte un décret pour « la protection du peuple et de l'Etat ». Le 23 mars, le KPD est interdit, une première vague d'arrestations lancée contre 4 000 de ses mi-

« Hitler gouverne, mais le communisme avance. »

Les militants, sans instructions, face à une situation dont leurs dirigeants leur jurèrent la veille encore qu'elle ne pouvait se produire, sont totalement désemparés. Ils le seraient plus encore sans doute s'ils pouvaient lire la *Pravda*, qui, le jour de l'arrestation de Thälmann, écrit : « Le fascisme allemand ne brisera pas notre force... Il est impossible d'exterminer l'avant-garde prolétarienne, de détruire le parti qui a eu six millions de voix ouvrières ». Et plus encore les *Izvestija*, qui, le 4 mars, affirment avec sérénité que l'URSS n'a aucune hostilité vis-à-vis de l'Allemagne, « quelle que soit la forme et la composition du gouvernement du Reich ». Mieux, dans l'*Internationale communiste*, Knorine, du secrétariat de l'exécutif de l'IC, écrit froidement que la provocation que constitue l'incendie du Reichstag prouve que... le règne de la bourgeoisie touche à sa fin en Allemagne. Le 5 mars, ce sont les élections : 12 millions de voix pour les partis ouvriers qui obtiennent ensemble 52,6 % des voix et le SPD 30,6 % à Berlin, sous la terreur (7)... Pourtant le KPD n'existe plus. Il est mort de cette défaite sans combat sans précédent, du désespoir et du désarroi de ses militants que les fonctionnaires de l'appareil stalinien continuent imperturbablement à exclure dans les prisons, même quand ils se risquent à mettre en doute la sagesse et la justice de la politique de leurs chefs géniaux qui les a menés là où ils en sont tous...

Le 12 mars, Trotsky écrit au Secrétariat international de l'Opposition de gauche une lettre dans laquelle il affirme que, devant la faillite du KPD, il est nécessaire de construire un nouveau parti (8). Le 14, dans un article intitulé « La tragédie du prolétariat allemand », il affirme : « Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais (9) ! »

Notés

1. Robert Black, « Fascism in Germany », tome II, p. 844.
2. Ibidem, p. 867.
3. Ibidem, p. 906.
4. Ibidem, p. 913, 914.
5. Ibidem, p. 917.
6. Ibidem, p. 919.
7. Ibidem, p. 935.
8. Léon Trotsky, « Oeuvres », tome I, p. 55.
9. Léon Trotsky, « Oeuvres », tome II.

BIBLIOGRAPHIE

- Léon Trotsky, *Oeuvres*, tomes I et II (EDI).
- Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, (Buchet-Chastel).
- *Les Congrès de la IV^e Internationale*, tome I, 1930-1940 (la Brèche).
- Pierre Frank, *la IV^e Internationale*, (Maspero). Une nouvelle édition, revue et corrigée, est en préparation.
- Pierre Frank, *Histoire de l'Internationale communiste*, tome II (la Brèche).
- Ernest Mandel, *Trotsky* (Maspero).

Ces ouvrages sont en vente, avec 5 % de remise, à la librairie la Brèche, 9, rue de Tunis Paris XI^e (M^o Nation).



Hitler et Franco

Les paysans aux urnes

• L'élection des chambres d'agriculture, le 28 janvier, à six semaines des municipales, prendra une signification particulière

A PRES le vote du 28 janvier, les résultats du collège « exploitants » des chambres d'agriculture seront difficiles à interpréter. En effet, les conditions en sont très variables d'un département à l'autre. Nationalement, il est sûr que la droite cherchera à faire de ces résultats une lecture simple: vote FNSEA égale vote contre le gouvernement issu du 10 mai 1981. Et elle en tirera présage pour les municipales.

En vérité, la situation est plus complexe. Dans une bonne quinzaine de départements, des militants du PC et du PS ont été depuis longtemps portés à la tête des fédérations départementales de la FNSEA. A de rares exceptions, ils sont restés en son sein, cautionnant de fait l'organisation corporative et l'unité de façade du « monde agricole ».

Dans ce genre de cas, il serait plus juste pour les agriculteurs de voter pour les organisations qui refusent le cadre corporatif, même si elles sont, localement, très minoritaires. Mais, pour la grande masse des paysans, bien malin qui saura s'ils ont voté pour la direction de la FNSEA locale « de gauche » ou pour la FNSEA.

Les organisations liées au mouvement ouvrier...

D'un autre côté, il y a les organisations liées au mouvement ouvrier, que la reconnaissance de la pluralité syndicale en agriculture a

renforcées ou fait apparaître: MODEF, CNSTP, FNSP. Aucune n'a une composition homogène, même si le MODEF est plus nettement lié au PC, et la FNSP, de création récente et encore peu implantée, liée au PS.

La seule à avoir fait des progrès récents très sensibles serait la CNSTP qui depuis sa création (*Rouge* n° 978) rassemble les composantes de l'ancien courant « paysans-travailleurs » et s'est étendue à une soixantaine de départements. On y trouve des groupes de militants liés à l'extrême gauche mais aussi des socialistes, des chrétiens, des déçus du MODEF.

Dans les circonstances actuelles, il y avait un choix clair: la constitution d'un front contre la FNSEA, contre la droite, pour forcer le gouvernement à défendre les intérêts des paysans exploités, des travailleurs de l'agriculture, face au Crédit agricole et aux patrons de l'agro-alimentaire.

Une telle unité supposait un accord, un compromis entre les organisations dans le respect de leur autonomie. Pour la première fois, on pouvait faire apparaître une alternative nationale à la FNSEA, au syndicalisme des entrepreneurs agricoles.

A l'opposé d'une telle unité, chaque organisation pouvait choisir de mettre en avant la nécessité de compter ses billes, de mesurer son influence. Pour ce faire, elle insistait sur sa spécificité, sur les désaccords revendicatifs réels, et donc sur l'impossibilité d'un accord. En marge de cette discussion, les dirigeants du PS et du PC cherchaient à ne pas trop mettre en difficulté leurs collègues restés dans des fédérations départementales de la FNSEA.

...en ordre dispersé

En fin de compte, malgré quelques accords locaux, c'est dans une ambiance de concurrence sectaire que les organisations liées au mou-



Les journées les plus longues, les accidents les plus graves...

vement ouvrier iront à la bataille électorale. Ce n'est pas faire injure à la direction de la CNSTP d'écrire qu'elle en a pris son parti. Ces camarades sont pourtant persuadés qu'il faudra rassembler toutes les forces face à la FNSEA et à la droite, pour exiger la satisfaction des revendications par l'actuel gouvernement.

Ils sont persuadés que le retour de la droite serait une catastrophe pour les paysans endettés ou paupérisés. Mais ils croient nécessaire de s'affirmer d'abord électoralement, de « prendre toute leur place », d'une part, pour négocier ensuite avec le MODEF en particulier, pour faire l'unité dans la lutte syndicale quotidienne, d'autre part, avant d'accepter un accord de sommet incontrôlable.

C'est là leur responsabilité et leur droit, mais on ne nous empêchera

pas de penser qu'une occasion importante a été perdue, qui ne se représentera pas de si tôt. Même si l'unité n'avait pu se faire, la CNSTP aurait dû en être le partisan le plus affirmé et le plus conséquent. Se laisser ému par des sondages mirobolants peut préparer de durs réveils. Et même si le MODEF devait connaître les mêmes déboires élec-

toraux que la CGT, il reste un courant implanté dont les membres ont, profondément des aspirations identiques à ceux de la CNSTP. La répartition des deux organisations dans les départements limitera les dégâts, mais l'absence de pôle unitaire pèsera dans les résultats, face à la FNSEA et à la droite.

Marcel Leborgne

Les chambres d'agriculture

• Créées dans les années vingt, elles n'ont reçu leur vraie dimension qu'après le régime de Vichy. Ce sont des organisations corporatistes « de toute la profession ». C'est pourquoi les élections s'y font en onze collèges différents.

Parmi ces collèges, celui des exploitants, conjoints et aides familiaux, est devenu un peu l'équivalent des « élections professionnelles » des agriculteurs.

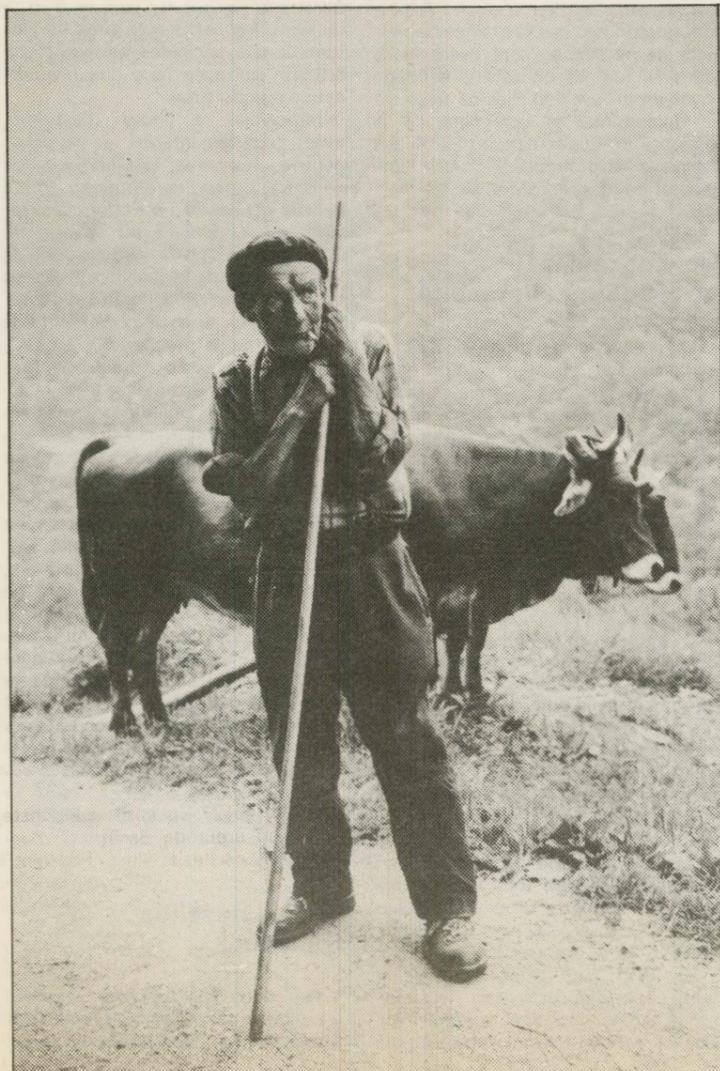
L'adoption du scrutin proportionnel rend ces votes plus crédibles et plus démocratiques.

• Le collège des ouvriers agricoles et celui des salariés d'organisations agricoles jouent un peu le même rôle mais dans le fonctionnement des services professionnels et sociaux des chambres, comme dans celui de la Mutualité sociale agricole (le régime agricole de Sécurité sociale), tous ces salariés se trouvent à la fois écartés du régime général de Sécurité sociale et administrés par une majorité d'agriculteurs; c'est-à-dire les employeurs de ces salariés.

Dans ce domaine comme dans d'autres, il convient d'exiger que l'intégralité de la législation sociale soit appliquée aux salariés agricoles ainsi qu'à ceux des divers organismes.

• La création du collège « section syndicale » par l'actuel gouvernement représente une prime à la FNSEA puisque seuls votent dans ce collège les présidents de sections locales constituées depuis un an.

De surcroît, ce collège introduit une confusion entre le rôle des élus, choisis sur une liste syndicale, et le rôle du syndicat, qui ne devrait pas siéger en tant que tel, mais exercer un droit de contrôle autonome sur la gestion.



Des gros intérêts en jeu

DANS bien des départements, les élections aux chambres d'agriculture ont une importance au moins comparable à celle des municipales. Souvent, grâce à un monopole dont bénéficiait naguère la FNSEA, la chambre constitue, dans des départements où les votes « politiques » sont de gauche, un véritable contre-pouvoir de la droite: avec son réseau de services et de clientèle, ses ressources financières, sa presse, etc. Dans tous les cas, ce sont d'ailleurs de solides intérêts financiers qui sont remis en cause par la reconnaissance de la pluralité syndicale en agriculture que concrétise le scrutin proportionnel.

C'est à juste titre que la CNSTP (Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans) dénonce les accords passés entre des coopératives ou des industriels de l'agro-alimentaire, d'une part, et des fédéra-

tions départementales ou des associations professionnelles de la FNSEA-CNJA, d'autre part. Ces accords, qui ont fait l'objet d'une question à l'Assemblée nationale le 18 octobre dernier, sont en fait des prélèvements automatiques de cotisations syndicales directement sur la « feuille de paie » des producteurs. Une cotisation bien entendu non volontaire et au seul bénéfice de la FNSEA-CNJA.

Par des biais de ce genre, des milliards de centimes transitent chaque année vers ces organisations. De quoi bien fonctionner! On comprend alors que la défense de son ancien monopole et de son influence mobilise la FNSEA et ses filiales autour de la droite qui a toujours couvert ces pratiques, financé sa propagande, et fait de Debatisse, ex-président de la FNSEA, un ministre... de l'agro-alimentaire.

Dis-moi qui tu sers...

M.L.



VIENT DE PARAITRE

Dans ce numéro, vous lirez également l'article « Pour une autre politique à la campagne ».

En vente auprès des militants de la LCR et à la librairie la Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris, Métro Nation.

POLOGNE:

LE DEVOIR DE SOLIDARITE

DIRIGEANT de Solidarité de Varsovie, animateur de la première radio syndicale clandestine, partisan déclaré du recours à la grève générale contre la dictature bureaucratique, Zbigniew Romaszewski, ancien militant du KOR, passe en procès à Varsovie. Avec lui, sa femme Irena et sept autres militants risquent jusqu'à dix ans de prison pour « poursuite des activités syndicales et diffusion de fausses nouvelles ». Ce procès est le premier d'une série : sept dirigeants de Solidarité, internés le 13 décembre 1981, ont été « arrêtés » dans leurs camps et sont accusés d'avoir préparé le renversement par la force du régime. Leur procès sera le procès de Solidarité. Quatre militants du KOR, eux aussi arrêtés dans les camps où ils étaient internés depuis le 13 décembre 1981, doivent répondre de la même accusation. Enfin, une dizaine d'animateurs du comité ouvrier interentreprise (MRKS) de Varsovie, première structure de coordination des sections syndicales clandestines qui soit apparue en Pologne, doivent passer en procès en février.

En organisant ces procès, la junte du général Jaruzelski poursuit un double but. D'une part, elle cherche à accréditer la thèse de la mort de Solidarité et de la fin de la résistance en présentant les accusés comme les derniers « enrégés » du combat ouvrier. De l'autre, elle voudrait, par de lourdes peines et la large campagne de propagande qui accompagnera les procès, décourager ceux qui poursuivent l'activité engagée par les accusés.

EN Pologne même, des pétitions exigeant la libération des emprisonnés — dont le nombre total s'élève à plusieurs milliers — ont commencé à circuler. Dans une lettre à la Diète, Lech Walesa (qui est lui-même victime d'une interdiction professionnelle, tout en « jouissant des mêmes libertés que tous les autres citoyens polonais » selon les assertions de l'ambassadeur de Pologne à la télévision française...) et treize autres dirigeants du syndicat réclament l'amnistie pour les emprisonnés et l'arrêt de la répression. Dix-sept intellectuels polonais écrivent : « Il n'y a aucune différence entre l'éminent historien Karol Modzelewski et un jeune ouvrier condamné à quelques années de prison pour avoir écrit sur les murs "vive Solidarité !". Toutefois, en inculquant sept membres de la commission nationale de Solidarnosc, le pouvoir a accompli un geste symbolique qui ne peut rester sans réponse. Pour nous aussi il s'agit d'un symbole : nous exigeons leur libération. »

Radio Solidarnosc, qui a repris ses émissions le jour même de l'ouverture du procès de Romaszewski et de ses camarades, a demandé aux Varsoviens de se rendre devant le siège du tribunal militaire durant les heures d'audience et d'écrire aux inculpés. En même temps, une manifestation de rue d'un millier de personnes était dispersée par la milice.

LE soutien et la solidarité, aujourd'hui et demain, voilà ce que nous attendons de vous. De vous avant tout. De nous, vous pouvez attendre une chose : la poursuite de la lutte contre la junte. C'est en ces termes que le MRKS de Varsovie s'adressait aux partis et syndicats ouvriers occidentaux en octobre. En novembre, la police arrêtait à nouveau plusieurs de ses dirigeants, sans toutefois parvenir à le briser.

Les militants qui agissent dans la clandestinité en Pologne, ceux que la police de la junte a emprisonnés, attendent le soutien des travailleurs du monde entier. Nous nous devons de réagir. Car en inculquant les principaux dirigeants d'un syndicat de dix millions de membres, en emprisonnant et en organisant les procès de ceux qui sont apparus comme les drapeaux de la lutte de la classe ouvrière polonaise après le putsch du 13 décembre 1981, c'est à une provocation contre le mouvement ouvrier international dans son ensemble que se livre la clique de Jaruzelski. Le procès de Solidarité sera le procès du droit des travailleurs à s'organiser indépendamment de l'Etat et de l'employeur. Face à cela, il nous faut réaffirmer avec force l'exigence de la libération des inculpés et de tous les syndicalistes emprisonnés.

Cyril Smuga



• En RFA, le chef de l'Etat français s'en est pris au mouvement antiguerre



Mitterrand en compagnie du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl. Le président français est venu à la rescousse des chrétiens-démocrates allemands.

Mitterrand porte-drapeau de l'atlantisme

NOMBRE de militants socialistes français auront reçu comme un coup de poing à l'estomac les propos de François Mitterrand devant le Bundestag, le 20 janvier. A l'occasion du vingtième anniversaire du traité franco-allemand, le chef de l'Etat devait prononcer l'un des plaidoyers les plus vigoureusement atlantistes de son septennat : « *Quiconque ferait le pari sur le découplage entre le continent européen et le continent américain mettrait, selon nous, en cause l'équilibre des forces et donc le maintien de la paix.* »

A plusieurs reprises, les responsables français avaient déjà appuyé la décision de l'OTAN de déployer cette année, en RFA comme en d'autres pays européens, 572 fusées Pershing et missiles Cruise. Mais en réitérant cet engagement sur le sol allemand, le président de la République a franchi un nouveau pas.

C'est en effet outre-Rhin que les mobilisations de masse contre le surarmement de l'alliance impérialiste ont pris le plus d'essor. A plusieurs reprises, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue. Et un récent sondage vient de prouver qu'elles ne faisaient là qu'exprimer le sentiment de la majorité de la population : 58 % des citoyens se prononcent contre l'implantation des euromissiles.

Un soutien à la réaction allemande

La défaite de la droite en France et l'accession au pouvoir d'un gouvernement dont les grands partis ouvriers sont les principales composantes, ont eu un grand retentissement dans toute l'Europe capitaliste. Mitterrand, par son geste, a mis ce prestige au service des plans guerriers des métropoles occidentales, en s'opposant frontalement aux aspirations de la jeunesse et des travailleurs ouest-allemands.

Dans le contexte préélectoral qui doit aboutir au renouvellement du Bundestag le 6 mars prochain, les déclarations du numéro un français équivalent à un soutien à la majorité réactionnaire dirigée par les chrétiens-démocrates. Seules les formations au pouvoir mènent actuellement campagne en faveur des projets bellicistes de l'OTAN. Ce qui n'est pas pour rien dans la chute des intentions de vote en leur faveur. Pour la première fois depuis des mois, les enquêtes d'opinion placent la droite derrière les sociaux-démocrates : 38 % contre 40 %.

Le SPD fut, dans un premier temps, un chaud partisan des nouvelles armes nucléaires américaines. Ce fut même Helmut Schmidt qui

poussa l'OTAN à prendre cette décision en 1979. Depuis, soucieux de ne pas se couper de la vague pacifiste qui l'ébranle profondément, la direction du parti s'efforce de la canaliser lui offrant pour seul débouché une pression sur les négociations entre blocs internationaux. Hans-Jochen Vogel, le nouveau leader du SPD, affirmait ainsi le 21 janvier devant le congrès de sa formation : « *Nous accueillons favorablement toute démarche en vue d'une entente (entre Américains et Soviétiques NDLR) pour éliminer les systèmes de fusées existants et pour empêcher le déploiement de nouveaux systèmes. Le SPD se félicite des éléments constructifs des récentes propositions soviétiques et lance un appel aux Etats-Unis pour présenter une contreproposition constructive.* »

Quelles que soient les intentions réelles des sociaux-démocrates et les manœuvres dont ils useront pour dévoyer la portée subversive des mobilisations antiguerre, force est de constater que de part et d'autre du Rhin, les partis membres de l'Internationale socialiste adoptent une attitude opposée face aux revendications populaires.

Mitterrand a choisi d'exprimer avant tout les intérêts de la bourgeoisie française. « *L'homme de parti s'est incontestablement effacé devant l'homme d'Etat* », s'exaltait, au lendemain du voyage, le *Quotidien de Paris*. Au-delà de la réaffirmation de la fidélité à l'alliance occidentale, c'est l'identité d'objectifs des deux principaux éléments de la CEE qui fut proclamée.

Pour les classes dominantes des deux pays, apporter un soutien résolu à l'offensive politique et militaire du principal impérialisme constitue — dans un contexte de concurrence exacerbée — la condition pour pouvoir négocier avec ce dernier la préservation de certaines positions de force sur le marché mondial.

Tel est le sens de la célébration, avec un éclat tout particulier, de l'« *axe franco-allemand* ». On ne pouvait d'ailleurs plus en douter en écoutant le chancelier Kohl indiquer qu'il s'agissait pour les deux Etats « *de promouvoir de plus en plus une action commune en Europe et dans le monde* » et de « *collaborer étroitement dans les domaines de la recherche et des sciences, dans le secteur des technologies, mais aussi dans les projets communs d'armement* ».

Et les missiles français ?

Au cours des dernières semaines, les dirigeants soviétiques ont offert à Washington de négocier sur les ar-

mements eurostratégiques, en prenant en compte les forces nucléaires françaises et britanniques. Son voyage en RFA offrait à Mitterrand une nouvelle occasion d'y répondre : « *J'affirme que les forces françaises ne peuvent être prises en compte dans les négociations de Genève (...)* Elles n'ont pas à être prises en compte par les deux puissances surarmées... »

La prétendue volonté de sauvegarder une force de dissuasion indépendante est un argument particulièrement hypocrite. Car les missiles basés sur l'Hexagone s'intègrent étroitement au dispositif occidental, bien que formellement notre pays se soit retiré du commandement intégré de l'OTAN. Au début du septennat précédent par exemple, le chef d'état-major des armées annonçait que la force de frappe française entendait « *élargir* » son pouvoir à l'ensemble du vieux continent, y compris ses approches méridionales (Grèce, Turquie) et septentrionales (Norvège).

Depuis le 10 mai, les responsables gouvernementaux ont à plusieurs reprises parlé du futur missile Hadès. Celui-ci est supposé pouvoir frapper à 350 kilomètres de distance. Qui, à l'exception des forces soviétiques, une telle arme peut-elle viser ? D'ailleurs, Pierre Mauroy devait récemment confirmer cette orientation en indiquant que sa stratégie nucléaire était dirigée contre les cités. De quels pays, sinon de l'Union soviétique ?

Nous avons déjà dit ici notre opposition aux offres du Kremlin en ce qu'elles visent essentiellement à subordonner le mouvement de masse anti-impérialiste aux tractations entre blocs et à désamorcer par là même les mobilisations antiguerre naissantes à l'Est. Cela ne doit pourtant pas nous faire oublier que le potentiel nucléaire stationné à l'intérieur de nos frontières est le premier ennemi de tous ceux qui combattent en faveur de la paix et du socialisme. Les déclarations présidentielles doivent être une nouvelle occasion d'en prendre conscience.

Il est désormais évident que 1983 sera l'année des euromissiles. C'est pourquoi les organisations ouvrières et anti-impérialistes ont le devoir de tout faire pour que s'exprime avec force l'exigence du désarmement unilatéral et sans exception de toutes les métropoles impérialistes, qui ont pris l'initiative de l'escalade guerrière actuelle. Compte tenu de la place nouvelle que prend le gouvernement dans le concert des puissances de l'Ouest, il serait inconcevable que notre pays ne soit pas touché par les manifestations qui déferleront sur l'Europe dans les prochains mois.

Christian Picquet

Italie : les syndicats approuvent un accord d'austérité

• En dépit de la mobilisation exceptionnelle révélée par la grève générale du 18 janvier, les confédérations viennent d'accepter la remise en cause de l'échelle mobile des salaires

DES mois de lutte pour sauvegarder les grandes conquêtes sociales de la dernière décennie, des manifestations ouvrières dont l'ampleur et la détermination rappelaient les heures les plus chaudes du Mai rampant, un gouvernement fragile et qui menaçait de tomber si le mouvement s'intensifiait : malgré ces conditions apparemment favorables à la victoire des revendications ouvrières (voir *Rouge* du 21 janvier), les trois syndicats italiens (CGIL, CISL, UIL) ont, dans la nuit du 22 au 23 janvier, capitulé sans conditions devant le patronat et le gouvernement.

Le protocole d'accord paraphé par les trois parties et qui prévoit un système de révision tous les trois ans, comporte les points suivants : 1) L'institution d'un plafond de 13 % pour 1983 et 10 % pour 1984 — taux d'inflations escomptés — pour les revendications salariales. 2) Un « refroidissement » des effets de l'échelle mobile dont le point doit diminuer de 15 à 18 %. 3) Le blocage du renouvellement des contrats salariaux pour deux ans, l'accord prévoyant des hausses contrôlées et progressives d'un montant total de cinq cents francs français. 4) La possibilité pour les chefs d'entreprise d'engager du personnel sans passer par les listes officielles d'embauche, ce qui revient à leur laisser toute liberté dans le choix de leurs employés. 5) Une lutte contre l'absentéisme dans les usines.

Côté « concessions » patronales, le bilan est des plus maigres. Sont simplement prévues une diminution des horaires annuels de travail de quarante heures d'ici la fin 1985, des réductions d'impôts sur le revenu et une hausse des allocations familiales.

Les deux victoires du patronat

Cet accord constitue une victoire de la Confindustria (l'équivalent du CNPF). Et ce, pour deux raisons essentielles.

D'abord, les entrepreneurs ont contraint le mouvement ouvrier à



Une exigence unanime parmi les travailleurs : « Pas touche à l'échelle mobile ! »

se situer sur leur terrain et à accepter leur principale exigence : une réduction du coût de la main-d'œuvre. L'échelle mobile des salaires constituait la pierre angulaire de l'offensive patronale. Arrachée en 1975, cette dernière instituait un mécanisme au terme duquel, à chaque variation en pourcentage de l'indice des prix, correspondait une augmentation d'un point de l'indemnité de vie chère dont la valeur était identique pour toutes les catégories professionnelles. Ce qui non seulement assurait une relative protection du pouvoir d'achat, mais favorisait la progression des plus basses rémunérations. Pour les possédants, l'institutionnalisation de dispositions aussi « rigides » n'était plus compatible avec la recherche effrénée d'un profit maximum, en ces temps de con-

currence exacerbée et de crise économique.

Certes, la Confindustria n'a pu obtenir la baisse de 30 % des effets de la « scala mobile » qu'elle demandait. Il demeure que les organisations ouvrières ont entériné la remise en cause du principe même de l'indexation. Elles ont en outre accepté de subordonner leurs revendications aux prévisions plus qu'aléatoires d'évolution du taux d'inflation. En 1981 déjà, elles avaient signé un accord du même type. Les résultats furent désastreux et les travailleurs virent fondre leur pouvoir d'achat. Les concessions syndicales peuvent paraître limitées par les ouvertures gouvernementales. Il est néanmoins très grave que les directions ouvrières soient entrées dans une logique de marchandage et de bra-

dage des principales revendications, logique qui ne pourra conduire qu'à de nouveaux reculs dans l'avenir.

La seconde victoire du patronat est d'avoir réussi à obtenir un pacte global, dont les modalités contraignent ses interlocuteurs à respecter la paix sociale dans les prochaines années. Le blocage du renouvellement des conventions collectives en est le plus parfait exemple. Traditionnellement depuis dix ans, les négociations contractuelles dans la Péninsule donnent lieu à de puissantes mobilisations de masse qui firent toujours éclater les cadres initialement fixés par les bureaucraties syndicales. En faisant déterminer au plan national les limites des augmentations salariales, patronat et gouvernement entendent se prémunir contre tout débordement en poussant les syndicats à discipliner leur base.

Fanfani remis en selle

« Nous n'avons pas atteint tous nos objectifs mais le protocole est sérieux » commentait à l'issue des tractations le secrétaire communiste de la CGIL, Luciano Lama. Les chefs syndicaux ont incontestablement fait la preuve de leur sérieux. Pas pour défendre les exigences ouvrières. Mais pour éviter un vide politique en Italie.

Car les mouvements de ces dernières semaines menaçaient bel et bien de remettre en cause le fragile équilibre du cabinet présidé par Amintore Fanfani et qui associe à la Démocratie chrétienne les partis socialiste, social-démocrate et libéral. En

proie aux rivalités entre démocrates-chrétiens et socialistes, divisée sur les choix à effectuer, la coalition n'aurait sûrement pas résisté à un échec des négociations sociales. Après la très puissante grève générale du 18 janvier, elle n'aurait guère eu les moyens d'imposer autoritairement les mesures adoptées le 22 janvier.

Pour les états-majors réformistes, faire tomber un gouvernement sur la base d'une mobilisation de masse entre en contradiction absolue avec leur volonté de se concilier le monde des affaires, d'apparaître à ses yeux comme des interlocuteurs raisonnables. Ils ont donc préféré sauver la mise d'un pouvoir réactionnaire. Le ministre du Travail, Vincenzo Scotti, pouvait dès lors exalter « l'effort commun du gouvernement et de ses partenaires sociaux pour combattre l'inflation et lancer notre pays, une fois encore, dans une politique d'expansion et d'emploi ».

Amertume et incertitude

Reste à savoir comment réagiront les travailleurs qui par millions se sont dressés autour d'un seul objectif : « La Scala mobile, non si tocca » (pas touche à l'échelle mobile !). Tous les moyens sont en tout cas déployés pour les convaincre que l'accord leur est favorable. Le quotidien *la Stampa* s'est même livré à une longue et laborieuse démonstration, basée sur l'exemple d'un ouvrier marié, père de deux enfants et disposant d'un revenu moyen, pour démontrer que les salariés ne perdraient pas d'argent.

L'amertume est néanmoins générale dans les entreprises. La déception est particulièrement vive au sein des organisations qui, tel le PCI, étaient apparues comme les plus engagées dans le soutien à la dernière vague de luttes.

Pour éviter de se retrouver en minorité dans leurs organisations respectives ou dans les entreprises, les directions syndicales ont renvoyé les discussions au niveau des structures locales. L'expérience récente leur a servi de leçon. Elles avaient en effet été désavouées dans presque toutes les assemblées d'usine il y a quelques mois, lorsqu'elles avaient fait état de leurs intentions conciliatrices.

Malgré ces tentatives de dispersion, des grèves avaient éclaté, au moment où ces lignes furent écrites, dans plusieurs entreprises de Brescia et Milan ainsi que chez Ansaldo de Gênes. Dans l'ensemble, c'est cependant l'incertitude qui dominait. Il s'agit-là d'un effet direct de la faiblesse principale des dernières mobilisations : leur caractère largement spontané, leur absence de centralisation. C'est de l'attitude des grands centres industriels que va, pour beaucoup, dépendre la convergence des réactions éparpillées pour le moment.

Christian Picquet

Une nouvelle revue marxiste révolutionnaire turque

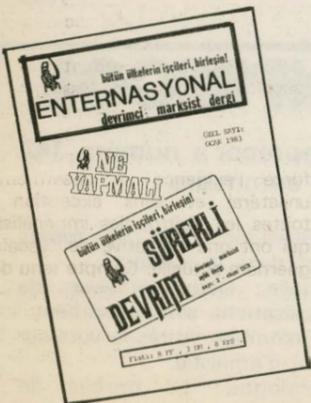
Avec le coup d'Etat du 12 septembre 1980 en Turquie, toute forme d'opposition a été écrasée en liquidant les droits les plus élémentaires de la classe ouvrière et du peuple kurde.

Les groupes de gauche et d'extrême gauche, après ce coup violent qui a conduit à leur morcellisation, ont vu leurs possibilités de travail extrêmement réduites. Le centre de la lutte contre la dictature militaire s'est déplacé de fait vers les deux millions de Turcs et de Kurdes qui vivent en Europe occidentale. L'absence de réaction immédiate contre le coup conduit aujourd'hui les socialistes à une rediscussion de leurs positions politiques et organisationnelles antérieures. La gauche turque est en train de vivre la crise la plus importante de son histoire.

Les marxistes révolutionnaires interviennent dans cette discussion politique avec une nouvelle revue publiée en Europe : *Enternasyonal*. Dans le numéro spécial de janvier de cette revue, ils publient leurs textes de références d'avant le 12 septembre 1980 et des articles sur le coup d'Etat :

- Avant le 12 septembre.
- Certains attendaient le fascisme, d'autres la révolution, c'est le kéralisme qui est venu.
- Manifeste de 1978.
- Le front uni des révolutionnaires.
- Sur la grève générale.
- Les élections de 1979.
- Le massacre de Kahraman-maras.

Toutes commandes à « Enternasyonal », librairie la Brèche, 9, rue de Tunis 75011 Paris. 8 francs + 2 francs de frais d'envoi.



NOUVELLE-CALÉDONIE

L'exaspération de tout un peuple

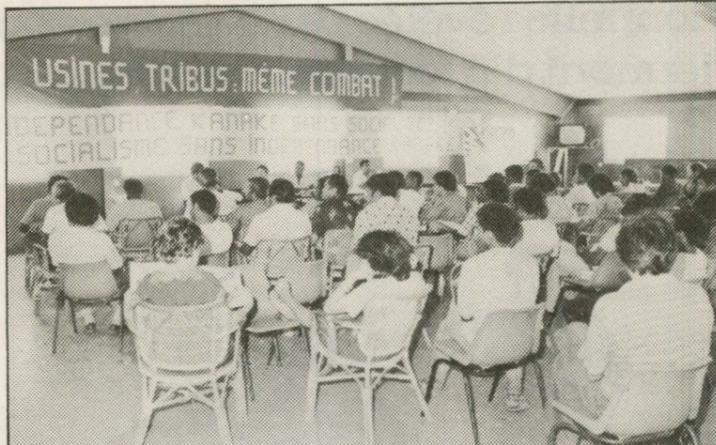
• La thèse de « l'embuscade » de Koindé ne tient pas.

IL n'aura fallu que quelques jours pour que la thèse de « l'embuscade » de Koindé commence à être contestée. Comme nous l'avions écrit dans *Rouge* du 14 janvier, l'envoi de la gendarmerie par le haut commissaire constitue une scandaleuse provocation puisque, jusqu'à cette date, les populations kanaques de la région n'avaient, ne faisaient qu'exiger le respect de leurs vies et de leurs terres par un entrepreneur français polleur.

Les avocats des dix-huit Kanaques arrêtés ont donc noté qu'en fait d'embuscade, il n'y avait eu qu'un « portail symbolique en bois de récupération ». Les manifestants ont voulu arrêter les véhicules pour faire pression sur ce patron caldoche qui n'avait pas été jusqu'au bout des tractations prévues entre les deux parties.

L'Union calédonienne, qui est l'une des organisations du Front indépendantiste, a fait savoir de son côté qu'il aurait été difficile aux populations de préparer une action armée dans un village totalement surveillé par les forces de l'ordre. Par contre, dit l'UC, les gens ont pris peur quand la police a fait usage des grenades lacrymogènes et ils ont riposté par des tirs d'armes à feu.

Dès lors, les affrontements entre Kanaques et gendarmes français relèvent d'une violence spontanée qui n'est en définitive que le reflet de l'exaspération d'un peuple qui clame son désir d'indépendance. A cela, le haut commissaire, Jacques Roynette, répond dans une interview au *Monde* du 8 janvier : « Ce qui peut être satisfait maintenant, c'est la

Le 1^{er} Congrès de l'USTKE

volonté d'autonomie interne, cela ne peut pas être l'indépendance maintenant. » La belle affaire ! Cette pseudo-« autonomie interne », la Nouvelle-Calédonie la possède déjà en tant que territoire d'outre-mer.

Et Roynette ment en parlant de « volonté d'autonomie » car dans ce pays, c'est de la volonté d'indépendance des Kanaques qu'il s'agit. Roynette utilise alors l'argument le plus éculé, celui de l'existence en Nouvelle-Calédonie de différentes « communautés qui pèsent numériquement le même poids et qui ont des volontés divergentes ».

Le gouvernement français s'évertue à nier le fait colonial. Pour lui, il y a une même légitimité pour les 40 % de Caldoches et les 60 % de Kanaques. Or, même si par une politique d'immigration les Kanaques ne représentaient plus que 20 % de la

population, cela n'empêcherait pas cette terre d'être kanaque à 100 % ! Le gouvernement, une fois encore, veut faire passer pour de la sagesse et de la démocratie ce qui n'est que capitulation devant les intérêts colonialistes.

Mitterrand à FR3, le 16 janvier, expliquait vertueusement à propos des départements d'outre-mer que « la décentralisation signifie un resserrement de la communauté nationale ». Là encore, on retrouve la vieille philosophie coloniale insipide du précepte « insistons sur ce qui nous unit plus que sur ce qui nous sépare ». Mais en attendant, l'édifice se fissure chaque jour un peu plus. Le lundi 17 janvier, c'était en Guyane que les forces de l'ordre attaquaient une manifestation de l'Union des travailleurs guyanais.

C. Gabriel

Deux infirmiers condamnés pour 7 avortements

Espagne: 37 et 29 ans de prison !

TRENTE-SEPT et vingt-neuf ans de prison pour avoir pratiqué sept avortements ! Tel est le verdict prononcé la semaine dernière par le tribunal de Barcelone contre deux infirmiers, âgés tous deux de plus de soixante ans. Les neuf autres inculpés ont eu des peines de prison plus légères allant de six à un mois de prison ainsi que des amendes.

Ce jugement est scandaleux et fait penser à une mauvaise farce dans l'Espagne socialiste !

Dans le quotidien *El País* du 19 janvier, il apparaît que les magistrats ont consigné dans les attendus du jugement une adresse au gouvernement pour que celui-ci examine le dossier et fasse bénéficier les inculpés d'une mesure exceptionnelle de clémence, selon la loi en vigueur. Dans le même article, le journaliste fait état de positions publiques prises par plusieurs juges de Barcelone ce dernier mois, critiquant le gouvernement de Gonzalès pour ne pas avoir encore proposé au Parlement la loi sur la légalisation de l'avortement de manière « à rendre plus

adéquate la législation avec le changement qui s'est opéré dans la conscience sociale à ce sujet ».

Cette situation illustre bien la confusion qui règne sur cette question.

Rappelons que l'Espagne est un des derniers pays d'Europe où l'avortement est totalement interdit. Le nombre des avortements clandestins est évalué à près de 300 000 par an (chiffres officiels). Et les femmes qui veulent se faire avorter n'ont d'autres recours que les voyages en Angleterre, ce qui revient cher, ou des solutions de fortune dans les pires conditions pour leur santé.

Le droit à l'avortement est une revendication qui a fait l'objet de nombreuses mobilisations du mouvement féministe en Espagne. L'exemple le plus récent de cette lutte est la mobilisation lors du procès de Bilbao qui a abouti à la révision de ce procès en faveur des inculpés.

Avec le nouveau gouvernement socialiste, le problème de la satisfaction de cette revendication devient aigu, mais la bataille s'annonce particulièrement dure, compte

tenu du poids de la hiérarchie catholique dans ce pays.

Le programme électoral du PSOE sur la question de l'avortement n'était pas très avancé, c'est le moins qu'on puisse dire. Il ne prévoyait la légalisation de l'avortement que dans le cas d'un risque pour la santé de la mère, de malformation du nouveau-né, ou à la suite d'un viol. C'est-à-dire l'équivalent de l'avortement thérapeutique en France.

Il a pourtant suffi que le ministre de la Santé, Ernest Lluch, annonce que la « légalisation de l'avortement » et sa prise en charge par la Sécurité sociale seraient débattues aux « Cortès » en juin prochain, pour que la droite et l'Eglise se déchâinent à travers les médias.

Ainsi, l'archevêque de Saint-Jacques-de-Compostelle consacrait son homélie du 6 janvier à dénoncer : « Le triste cadeau que les rois mages apporteraient cette année : la dépénalisation de l'avortement. » L'évêque de Malaga, lui, appelle carrément à manifester devant la Chambre des députés et devant les maisons des femmes qui avortent !

Mais le pire, c'est bien que le gouvernement, face à ces réactions, a cru bon de revenir sur les déclarations de son ministre de la Santé pour en atténuer les propos, précisant qu'il ne s'agissait de reconnaître la possibilité d'avorter que dans des limites très précises. Il montre ainsi sa volonté de ne pas s'engager dans un affrontement avec la droite, et surtout avec l'Eglise, sur cette question.

Tout ceci laisse présager que la conquête du droit à l'avortement en Espagne ne s'obtiendra pas sans une mobilisation de grande ampleur. Et nous devons nous préparer à manifester activement notre solidarité à tous ceux et celles qui mèneront cette lutte.

Sonia Folloni

COMITE IRLANDE

Un débat sur le référendum contre l'avortement

En Irlande, les trois partis politiques « institutionnels » se sont mis d'accord pour qu'un référendum ait lieu en mars 1983 dans le but de mettre pour toujours hors la loi l'avortement et certaines formes de contraception.

Ils veulent ajouter un nouvel article à la Constitution : « L'Etat reconnaît le droit à la vie des enfants à naître... »

Face à cette attaque contre toutes les femmes irlandaises se dressent 33 organisations politiques, sociales, syndicales, de femmes, d'étudiants.

Sur cette lutte, le Comité Irlande organise un débat public, avec Pauline Jackson, militante de la « Campagne nationale contre la modification de la Constitution ».

Le 27 janvier, à 20 h 30 à l'AGECA, 177, rue de Charonne 75011 Paris. Métro : Charonne ou Alexandre-Dumas

NICARAGUA

Nouvelles manœuvres militaires américaines

Comment douter que, semaine après semaine, l'offensive impérialiste contre la révolution nicaraguayenne s'intensifie ? Sur tous les terrains.

Début janvier, une campagne était orchestrée autour de la démission de l'ambassadeur de Managua à Washington. La presse américaine reproduisait à pleines pages les déclarations du diplomate sur la « trahison des idéaux de Sandino » par les dirigeants du FSLN. Rapidement, toutefois, ce défenseur des « valeurs démocratiques et des intérêts véritables du peuple nicaraguayen » devait se faire plus discret. Avant d'abandonner son poste, il avait vidé les comptes de la représentation diplomatique, empochant la coquette somme de 618 000 dollars.

Le relais était pris la semaine dernière par les « Récits de massacres et de tortures » — c'est le titre de *Time-magazine* — d'un officier des services de renseignements nicaraguayens « retourné » par la CIA. Si l'on prend à la lettre les propos de cet individu, le Nicaragua ne serait rien d'autre qu'un vaste camp de concentration... Comme le fait remarquer le romancier Graham Greene dans une déclaration faite à la suite d'un long séjour au Nicaragua, il est toujours bon de faire du zèle au moment où l'on se vend à un nouveau maître.

Dans les deux cas, l'objectif est le même : convaincre l'opinion américaine et, au-delà, internationale, du bien-fondé d'une politique visant à en terminer avec le régime sandiniste.

A cet égard, les nouvelles manœuvres combinées des Etats-Unis et du Honduras, organisées à partir du 1^{er} février prochain, doivent être prises très au sérieux. Quelque 5 000 soldats honduriens et 1 600 Américains doivent participer aux exercices. Officiellement, leur objectif est, paraît-il, « limité » : « développer les



capacités de défense des forces honduriennes » et tester sur le terrain ses « techniques de déploiement ». Si tel était le cas, pourquoi ces manœuvres se dérouleront-elles à proximité immédiate de la frontière avec le Nicaragua, dans les zones servant de base de départ aux actions des contre-révolutionnaires somozistes ?

Les inquiétudes renouvelées des dirigeants nicaraguayens qui accusent les Etats-Unis de « préparer les conditions leur permettant de commettre des actes d'agression de grande envergure » paraissent pleinement justifiées.

J.-P. B.

CHILI

Dans une entreprise française les grévistes appellent à la solidarité

Depuis deux ans maintenant, la renaissance progressive de l'organisation et de la combativité de la classe ouvrière chilienne s'exprime au travers de luttes et de conflits qui sont autant d'affrontements avec la dictature. L'une des grèves, par définition « illégale », actuellement en cours concerne une entreprise française, la Compagnie de constructions internationales.

Le mouvement a débuté le 17 novembre dernier. Brutalité de l'encaissement français, bas salaires, conditions de sécurité insuffisantes, négation du droit de grève et refus d'une négociation collective sur les salaires sont à l'origine du mouvement. Un mois plus tard, les propositions de la direction sont repoussées par les travailleurs qui décident la poursuite de leur mouvement. L'ambassadeur de France offre alors ses « bons offices ». Un pourrissement de la situation serait préjudiciable à l'image que les entreprises françaises se doivent d'acquiescer en cette période de crise et de déficit du commerce extérieur... Malgré tout, le conflit se durcit. Tous les responsables et ceux que la direction considère comme des « meneurs » sont licenciés. Au total 99 travailleurs. Les autres sont menacés de la même mesure s'ils ne reprennent pas le travail rapidement.

A ce jour, le chantier est toujours paralysé. Les grévistes viennent de lancer un appel à la solidarité : « Notre combat est celui de l'ensemble du mouvement ouvrier (...) Il marque le début de la reconquête des droits des travailleurs chiliens », écrivent-ils. Et, s'adressant aux travailleurs français, ils leur demandent de se solidariser avec eux, « exploités par une entreprise française qui profite de la situation économique et politique du Chili ». Ils demandent également « au président François Mitterrand d'intervenir auprès de la direction afin que celle-ci satisfasse les légitimes revendications de son personnel »...

J.-P. B.



INPRECOR

« Inprecor » numéro 142 Au sommaire :

- Salvador : Pas de temps mort dans la solidarité.
- Italie : Deux semaines de mobilisations sans précédent.
- Colombie : Après le vote sur la loi d'amnistie.
- Pologne : Le procès de Solidarnosc.

Docteur, le plein de BD, SVP !



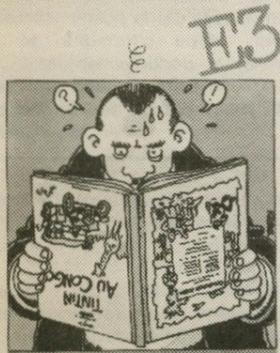
L'Année de la bande dessinée 82-83 (éd. Temps futurs) est certainement la mémoire la plus complète pour répertorier tous les événements ayant eu trait au 9^e art au cours de l'année écoulée.

On y apprend que le record de 1981, 626 albums parus dans l'année, a été battu en 1982 : 679 albums ! Un album et demi par jour ! Alors, l'optimisme est de règle quand on sait qu'en 1981, il a été vendu 16 296 894 albums de BD ! Oui, oui, vous avez bien lu... en 1981, un Français sur trois a acheté une bande dessinée !

Mais il n'y a pas que des chiffres dans ce gros livre, il y a des études, des infos, des nouvelles, et l'assez peu étonnante confirmation de Tardi comme « dessinateur de l'année 1982 ».

Yves Frémion

L'ABC DE LA BD



casterman

Tardi qui a dessiné la couverture (fort drôle) de l'ABC de la BD d'Yves Frémion (éd. Casterman), livre réjouissant destiné aux parents, éducateurs, responsables culturels, qui, à la différence des enfants et adolescents dont ils ont la charge, n'arrivent pas à assimiler cette forme artistique privilégiée de notre époque qu'est la BD. Ce livre va répondre à leur angoisse et les déculpabiliser en leur donnant envie d'en lire et de comprendre ceux qui en lisent...

Tardi enfin, qui a illustré en noir (et très peu de blanc) les mois de l'année 1983 dans un splendide calendrier édité par Futuropolis, et reprenant certains dessins de l'Almanach du crime 1983 de Michel Lebrun (éd. Butte aux Cailles).

Michel Laszlo

...120 000 visiteurs attendus, 140 dessinateurs et auteurs de BD, et trois invités d'honneur, Claire Brétecher, Will Eisner et Paul Gillon (qui présidera le jury de ce 10^e Salon international de la bande dessinée), pour faire d'Angoulême, l'espace d'un long week-end de trois jours, l'endroit de la planète où l'on parlera le plus du neuvième art, la bande dessinée ! (29, 30, 31 janvier 1983).

Les éditeurs ont soigneusement préparé leurs « sorties » pour faire coïncider leurs parutions de fin d'année 1982 avec ce rendez-vous annuel d'Angoulême... et il y a beaucoup de nouveautés qui vont faire le voyage...

Chez Casterman, on a dû encadrer la formule « Peu mais bien » avant de décider des quatre albums qui vont faire le voyage... *Journal de colère* de Milo Manara (qui bénéficiera d'un tirage de luxe à mille exemplaires) pour se rappeler que cet Italien qui vivait dans l'ombre (écrasante) de Pratt, avait son style, ses thèmes et fantasmes propres... Autre transalpin, le suisse Daniel Ceppi, qui avec *la Malédiction de Surya* poursuit la vadrouille extrême orientale de l'ex-gauchiste Stéphane, toujours en cavale, avec Richard et Cynthia, sur les traces d'un trésor de raja... Savoureux mélange d'exotisme éthéré et d'aventure moderne. Côté « noir », le retour du tandem (j'allais dire tango...) argentin Munoz et Sampayo, les immortels créateurs du privé Alack Sinner, avec *Flic ou Privé*... Fulgurant, noir, bien sûr, et toujours aussi écorché...

Enfin, un petit nouveau (mais il y a des nouveaux qui débarquent avec un dessin tellement accompli que c'est presque une injure de les étiqueter ainsi...), *l'Ascension pneumatique* de Michel Goffinard, de Jacques Faton et Camille Vanhole, découverts par la revue *A Suivre*.

Chez Dupuis, à côté d'une réédition d'un album de Jijé datant de 1938 (*Blondin et Cirage au Mexique*) et du recueil de luxe n° 6 des aventures de Lucky Luke, reprenant trois aventures du célèbre lonesome cow-boy, irruption de deux nouveaux héros quadrupèdes, les Centaures, avec *la Porte du néant* de Séron. Tout à fait dans la veine poético-fantastique des grands spécialistes du genre, Peyo et Wasterlain.

De Peyo justement, voici le 11^e album de ces savoureux gnomes appelés schtroumpfs, *les Schtroumpfs olympiques* aimable satire des JO et du culte sportif... Enfin, Hermann (l'un de mes dessinateurs préférés...) livre le 2^e volume des rêves de Nic *Bonnes nuits, Nic* ; cinq nouvelles féériques qui renouent avec le monde de Little Nemo dessiné au début du siècle par Windsor MacCay... Génial !

Puisque je cite Hermann, il me faut signaler l'excellent (et luxueux) album que lui consacrent les éd. Littaye et qui comprend une aventure inédite de Jérémie, *la Cage*.

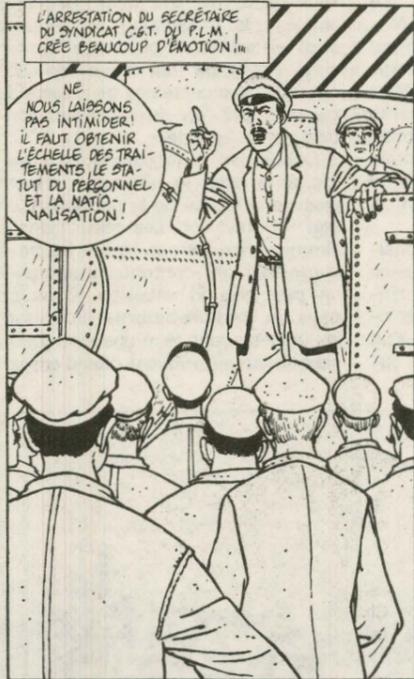
Chez Futuropolis, deux constantes. D'un côté, rééditions par le

biais de la très belle collection Copyright des grands classiques de la BD. Ce mois-ci *Red Ryder* le cowboy des années 40 dessiné par Fred Harman, et la savoureuse *Betty Boop* de Max Fleisher et Bud Counihan, la première héroïne sexy de la BD...

De l'autre côté, la volonté courageuse (et à encourager !) de donner leur chance à des tas de jeunes, par le biais de la collection Maraccas. Voici donc *le Rayon oublié* de Jacques Armand, *le Colaxa* de Louis Joos (un dessin résolument « griffé », une trame peu crédible... mais quelle ballade !) *Ringard* de Jeanne Puchol (l'écrivain redondant persécuté par les femmes...) et *Service banalitaire* de Bodet et Bigotto, la plus véridique BD consacrée au service militaire depuis *Tant qu'il y aura des hommes* de Piotr. A faire lire dans les écoles avant qu'Hernu ne l'interdise !

Et puis deux albums du plus célèbre Hollandais de la BD, Joost Swarte ; *le Tour du monde de Ric et Claire* (en collaboration avec Willem) et un grand format dans la collection 30 x 40 : *Swarte*.

Hachette Jeunesse continue à tisser les aventures de héros confirmés avec *les Disparus du faucon noir*, un nouvel épisode des aventures du pirate Barbe-Rouge, dessiné depuis la mort d'Hubinon par Pellerin. *Pilote sans uniforme* est la 30^e aventure du célèbre pilote canadien Dan Cooper (A. Weinberg).



« Cheminot », d'André Juillard



● **Vendredi** 22 h 50 (A2), *la Fiancée de Frankenstein* de J. Whale avec B. Karloff et Bsa Lanchester. Encore plus beau que *la Frankenstein* vu la semaine dernière... Boris Karloff traduit avec une douloureuse émotion la découverte du rejet qu'il inspi-

re... Splendide surtout dans cette scène inoubliable entre le « monstre » et l'aveugle.

● **Samedi** 21 h 30 (TF1), « Droit de réponse » sur la mode...

● **Dimanche**, une extraordinaire soirée « polar » avec, à 20 h 30 sur TF1, *Chinatown* de Roman Polanski avec J. Nicholson, Faye Dunaway ET John Huston. On a trop parlé (même si c'est vrai...) de l'hommage au « film noir » des années 40, et oublié que *Chinatown* recoupait aussi les grands thèmes développés par Polanski dans ses autres films : isolement de l'individu dans un environnement étranger peuplé de personnages déroutants...

Et à 22 h 30 sur FR3, *les Forbans de la nuit*, le chef-d'œuvre de Jules Dassin, et l'une des grandes réussites du « film noir ». Richard Widmark est prodigieux en

petit escroc voulant toujours viser plus haut ; Gene Tierney, toujours aussi belle, est la seule « lumière » de ce thriller désespéré...

● **Lundi** 20 h 35 (FR3), *Thérèse Raquin*... Zola + Carné + Signoret...

● **Mardi** 20 h 40, *Marathon Man*, un thriller politique compliqué et parfois obscur mais possédant de magnifiques séquences d'émotion pure, réalisé par John Schlesinger et interprété par Dustin Hoffman et Laurence Olivier, servira d'introduction à des « Dossiers de l'écran », consacrés aux « criminels nazis quarante ans après... » Simon Wiesenthal sera présent

sur le plateau, mais on ne sait pas encore si Papon viendra...

20 h 35 sur FR3, « la Dernière séance », « Spécial Errol Flynn », avec *les Aventures de Don Juan* (V. Sherman-1948) et *l'Aigle des mers* (M. Curtiz-1940), l'un des chefs-d'œuvre du film de corsaires... A l'abordage !

● **Mercredi** 20 h 35 (TF1), Filioud et d'Ornano vont essayer de se décoiffer en direct sur TF1. Le maire de la capitale de la chaussure essaiera de filer des coups de pompe et celui de Deauville répliquera par quelques coups de sabots sournois... Le pied !

Michel Laszlo

FRANÇOIS MITTERRAND AU MAROC

Visite au pays où l'assassin est roi

C'EST un chef d'Etat et un ami fidèle que nous apprêtons à recevoir... Nos conversations seront harmonieuses, aucun contentieux n'opposant le Maroc à la France», vient de déclarer Hassan II à la veille de l'arrivée de François Mitterrand à Rabat. Venant d'un monarque à la tête de l'un des régimes les plus réactionnaires, les plus répressifs, les plus corrompus de la planète, ces propos devraient être « gênants » pour le président de la République française... Il est vrai que ses envolées lyriques de Mexico et Cancun sur les exploités et les réprimés du tiers monde sont désormais oubliées.

En ces temps de crise économique, de concurrence croissante, il faut plus que jamais défendre, coûte que coûte, les intérêts menacés de son impérialisme. Or, le Maroc est, à cet égard, un pays essentiel. Les investissements français y sont considérables et, aujourd'hui encore, Paris reste de très loin le premier partenaire commercial du royaume chérifien, absorbant le quart de ses exportations et fournissant 27 % de ses importations. Cela mérite bien de cultiver l'« amitié » intéressée d'un despote. Surtout lorsque celui-ci est de plus en plus courtisé par les Etats-Unis qui voient en lui un « allié privilégié » pour leur politique en direction du monde arabe.

Le pillage et la guerre

Répondant à une « suggestion de la cour de Rabat », le programme du voyage présidentiel a été modifié *in extremis* : la visite de Casablanca a été annulée. Tout un symbole ! C'est dans cette ville qu'eut lieu l'explosion populaire du 20 juin 1981, sauvagement réprimée par la monarchie (637 morts, huit mille interpellés, près de deux mille inculpés). Capitale économique du pays, elle est

AU MAROC AUSSI, LES « DISPARUS »...

Plusieurs dizaines de militants ont disparu depuis des années. Enlevés à leur travail, chez eux, à l'étranger, ils n'ont plus donné signe de vie, certains depuis dix ans. On les suppose dans les locaux de la police ou de la gendarmerie royale dont les caves, traditionnellement, servent de prisons clandestines. Quelques-uns y ont été vus par ceux qui en sont sortis et qui ont osé parler.

Entre cent trente et cent quarante Sahraouis enlevés dans le sud du pays depuis 1976 ont également disparu. Ce sont tous des civils, femmes, hommes âgés et enfants, soupçonnés d'avoir des proches parmi les combattants du Front Polisario. Des rumeurs font état d'un camp de détention clandestin à Adgz, dans la vallée du Draa. Aux environs de Ouar Zazate, soixante-huit femmes seraient détenues dans un fortin de l'armée, mais on ignore tout de leur identité...

Les soldats condamnés à la suite des tentatives de coup d'Etat de 1971 et 1972 continuent de mourir lentement au bagne de Tazmamart. Ils n'ont jamais quitté, même pour une promenade, leurs cellules sans lumière. Ils sont plus de cent cinquante, mais leur nombre exact reste une inconnue : des noms nouveaux sont apparus dans une liste de prisonniers décédés récemment publiée...

Bulletin des comités de lutte contre la répression au Maroc



Le monarque en tournée dans son royaume.

— avec l'effrayante misère de ses bidonvilles tentaculaires côtoyant l'opulence cynique et insolente d'affairistes privilégiés — un condensé explosif de la société marocaine.

Comme les autres pays semi-coloniaux dominés par le capital étranger et victimes du pillage impérialiste, le Maroc est frappé de plein fouet par la crise économique internationale. La chute brutale des revenus des exportations, notamment ceux tirés de la vente du phosphate, et le coût croissant des produits manufacturés importés ont conduit à un endettement considérable, insupportable, auprès des instances financières et des grandes banques internationales.

Celles-ci ont imposé des mesures d'austérité draconiennes aux conséquences sociales dramatiques. Le schéma est classique. Mais au Maroc, les effets en ont été largement amplifiés dans la mesure où le régime n'a renoncé en rien à son effort de guerre contre les combattants sahraouis du Front Polisario : le budget militaire imposé par le maintien d'une armée pléthorique absorbe depuis plusieurs années environ 40 % du budget de l'Etat !

Les disparités sociales, déjà considérables, se sont encore accentuées. La seule lecture des statistiques officielles révèle que les 5 % les plus riches de la population disposent d'un pouvoir d'achat vingt-quatre fois su-

périeur aux 50 % les plus pauvres. Selon un rapport récent de la Banque mondiale, sept millions de sujets de Sa Majesté Hassan II vivent en dessous du seuil de pauvreté absolue. Rappelons qu'au total, ils sont un peu plus de vingt millions...

Profiter d'une population déshéritée

L'agriculture est supposée faire vivre plus de la moitié de la population. Mais, outre que la famille royale s'est accaparé les meilleures terres, elle est de plus en plus étouffée par des structures foncières archaïques. Cela explique, dans une large mesure, la gravité des conséquences de la sécheresse de ces deux dernières années : la production de céréales s'est effondrée, le cheptel a été décimé. Privés de tout moyen de subsistance, des centaines de milliers de paysans ont été brutalement condamnés à l'exode.

Désormais, à la campagne comme à la ville, le chômage affecte plus de la moitié de la population en âge de travailler. Les restrictions à l'immigration instaurées par les pays européens ont contribué à aggraver un peu plus la situation. Dans ce pays où l'analphabétisme progresse, les jeunes ayant reçu une instruction secondaire ne trouvent plus d'emploi

sur le marché du travail, tandis qu'un nombre croissant de diplômés des universités sont condamnés à l'oisiveté.

Alors que les revenus des masses populaires se réduisent, le coût de la vie augmente dans des proportions vertigineuses. Même les produits de première nécessité deviennent inaccessibles à des secteurs entiers de la population. D'où une extension, voire une généralisation, de la malnutrition.

Une couche de spéculateurs, clients du régime, profite de la situation : récemment, ils ont organisé une pénurie du sucre dont les prix ont aussitôt augmenté de 100 %... alors que sur le marché mondial la production est excédentaire et que les cours sont à la baisse ! Ce sont les mêmes qui, en matière de logement par exemple, ont les mains libres pour imposer leurs conditions à une population déshéritée. Quotidiennement, dans les grandes villes, des familles entières sont jetées à la rue et vont grossir les bidonvilles de la périphérie déjà submergés par l'ampleur de l'émigration rurale.

Silence et complicité

Réalités effrayantes et sordides d'une société où la grande majorité connaît une paupérisation accélérée tandis que, derrière le roi et son entourage, une minorité réduite mais à la rapacité rarement égalée, s'accapare les richesses du pays et dispose de revenus dépassant souvent ceux des couches privilégiées des métropoles impérialistes...

En allant en visite officielle au Maroc, c'est à cette minorité que François Mitterrand rend visite. C'est son pouvoir qu'il conforte. Il est vrai que c'est elle la cliente et l'associée des intérêts de l'impérialisme français si

CEUX DE KENITRA...

Dans la prison de Kenitra, cent trente détenus politiques purgent des peines de dix, vingt, trente ans. Cinq d'entre eux sont condamnés à perpétuité. Certains en sont à leur dix-neuvième année de prison, comme Mohamed Atlassi...

Deux sont condamnés à mort : El Khair et Daddach. Ils sont soumis, comme les cinquante prisonniers de droit commun du quartier où ils se trouvent, à la terrible attente de chaque nuit.

Quatre-vingts détenus politiques ont été libérés il y a deux ans par une « grâce royale » ; d'autres l'ont été depuis, à l'issue de leur peine. Mais de quelle liberté jouissent-ils ?

● Aucun d'entre eux ne peut trouver de travail. Ceux de la fonction publique n'ont toujours pas été réintégrés ; les autres doivent obligatoirement présenter leur dossier d'ancien détenu politique à tout employeur éventuel...

● Aucun d'entre eux ne peut obtenir de passeport.

● La plupart sont sans cesse convoqués par la police ; certains sont même contraints de se présenter quotidiennement...

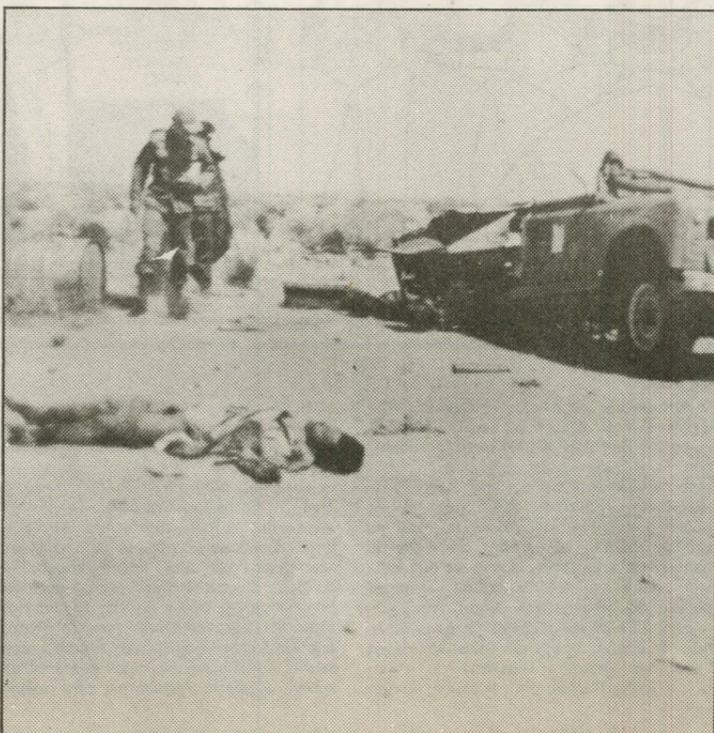
Bulletin des comités de lutte contre la répression au Maroc

bien implanté au royaume de Hassan II. « Intérêts obligent », diront donc ces « réalistes » qui se prétendent aussi socialistes...

Mais ces intérêts, ces « rapports harmonieux entre la France et le Maroc » vantés par le dictateur couronné de Rabat, conduiront-ils jusqu'au maintien du silence à propos de la répression — massive, bestiale —, réponse unique et de toujours du pouvoir monarchique aux revendications et aux luttes populaires ? Hassan II pourra-t-il renouveler l'exercice de cynisme auquel il vient encore de se livrer en remerciant François Mitterrand d'avoir « respecté la souveraineté marocaine en n'intervenant pas en faveur de M. Bouabid » ? Cette figure centrale de la gauche officielle de Rabat qui fut condamnée à la prison en 1981 a pourtant de nombreux liens avec les socialistes français...

Fermer les yeux, rester muet, oublier les massacrés de Casablanca, ignorer les disparus par centaines, les détenus par milliers — qu'il s'agisse de responsables politiques ou syndicaux, de militants anonymes ou de révoltés de la faim — ne peut être justifié. Par aucune prétendue « raison d'Etat », aucun prétendu « réalisme ». Ou alors, il faut appeler ce « réalisme » — là de son vrai nom : la complicité.

Jean-Pierre Beauvais



Enlisé au Sahara occidental dans sa guerre contre le peuple sahraoui.

Les 1 500 condamnés de 1981...

Dans plusieurs prisons (Essaouira, Tiznit, Casablanca, etc.), des centaines d'hommes (1 500, pense-t-on) purgent des peines démesurées (quinze, dix et sept ans) pour avoir été pris dans les rues de Casablanca les 20 et 21 juin 1981 au cours de l'insurrection de la faim et de la misère qui a fait un millier de morts, tués par balles. Issus de familles populaires, parqués dans des centres de tri, ils ont été jugés en « fournées ». Aujourd'hui encore, il est difficile de connaître leurs noms et leurs numéros d'écrou.

Depuis ces journées de juin 1981, six responsables de la Confédération démocratique du travail — dont le secrétaire général, Amaoui —, des cadres de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le rédacteur en chef du journal *El Mouharrir*, toujours interdit, attendent dans la prison civile de Casablanca que l'on fixe la date de leur jugement en appel...

Bulletin des comités de lutte contre la répression au Maroc